



NOURRIR L'ÉGALITÉ

Liens entre le genre et la sécurité alimentaire

Rapport d'apprentissage du programme : Lutte contre l'insécurité alimentaire dans six contextes de crise

Novembre 2024



OXFAM

Table des matières

Résumé	3
Glossaire	5
1 Introduction	6
2 Mesure de l'égalité de genre et de la sécurité alimentaire	8
2.1 Questions et méthodologie	8
2.2 Résumé des conclusions	9
2.3 Recommandations	14
3 Approches transformatrices en matière de genre et sécurité alimentaire	15
3.1 Questions et méthodologie	15
3.2 Résumé des conclusions	16
3.3 Recommandations	20
4 Autonomisation économique des femmes en contexte volatil	22
4.1 Questions et méthodologie	22
4.2 Résumé des conclusions	23
4.3 Recommandations	27
4.4 Témoignages de Syrie	29
Annexe 1: Questionnaire CSI adapté, comprenant des questions au niveau individuel	31
Annexe 2: Synthèse des données utilisées pour l'analyse	32
Notes	34
Remerciements	35



Contexte

Ce rapport d'apprentissage présente les informations et recommandations tirées du programme d'Oxfam « **Lutte contre l'insécurité alimentaire dans six contextes de crise** », une initiative multi-pays financée par l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad). Ce programme, mis en œuvre pour combattre l'insécurité alimentaire et encourager l'adoption de solutions à long terme, en particulier pour les femmes, les enfants et les groupes marginalisés, a fourni une précieuse occasion d'assurer un apprentissage transversal.

Le secteur de la coopération internationale, et Oxfam en particulier, se sont engagés à faire avancer l'égalité de genre. C'est pourquoi, les auteurs et autrices de ce rapport soulignent l'importance d'intégrer une perspective de genre dans les programmes de sécurité alimentaire, et avancent plusieurs préoccupations majeures :

- Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les chocs touchant la sécurité alimentaire, et de nombreuses évaluations prennent en compte uniquement les données au niveau des ménages, ignorant ainsi les besoins uniques de chaque membre de la famille, en particulier ceux des femmes. Comment mieux comprendre le lien entre égalité de genre et sécurité alimentaire ?
- Est-il exact de supposer que l'autonomisation économique des femmes conduit automatiquement à une autonomisation plus générale dans d'autres domaines, tels que les processus décisionnels ou la réduction de la violence basée sur le genre ?
- S'il existe des preuves anecdotiques de l'impact des approches transformatrices en matière de genre, dans quelle mesure ces méthodes sont-elles efficaces pour assurer l'égalité de genre et améliorer la sécurité alimentaire, étant donné que leur impact n'a pas été systématiquement évalué ?

Pour répondre à ces questions, ce rapport présente les résultats obtenus dans plusieurs pays et examine trois domaines d'apprentissage principaux :



1. **La mesure de l'égalité de genre et de la sécurité alimentaire** : Comblent les lacunes en matière de collecte et d'analyse de données sensibles au genre relatives à la sécurité alimentaire.



2. **Les approches transformatrices en matière de genre et la sécurité alimentaire** : Évaluer comment ces approches influencent l'égalité de genre et la sécurité alimentaire au niveau des ménages et des communautés.



3. **L'autonomisation économique des femmes en contexte volatil** : Évaluer l'efficacité des stratégies d'autonomisation économique dans des contextes volatils et comprendre le lien entre les revenus des femmes et la sécurité alimentaire.

Le présent rapport conclut que si l'intégration du genre dans les programmes de sécurité alimentaire est prometteuse, les données et notre compréhension de l'influence exercée par les approches transformatrices en matière de genre sur la sécurité alimentaire présentent encore des lacunes importantes. Par ailleurs, si l'autonomisation économique des femmes est importante, elle ne conduit pas systématiquement à leur autonomisation dans d'autres domaines, ni à l'amélioration de leur sécurité alimentaire. Davantage de recherches et d'évaluations systématiques doivent être menées pour mesurer l'impact réel des stratégies qui prennent en compte la dimension de genre et qui sont à même de transformer la dynamique femmes-hommes sur la sécurité alimentaire, en particulier au sein des ménages.

Pistes d'action

Pour chaque domaine d'apprentissage, les auteurs et autrices proposent aux acteurs et actrices de l'humanitaire un certain nombre de recommandations à prendre en compte et à adopter dans leur travail. Ces suggestions soulignent la nécessité d'adopter des approches à long terme qui tiennent compte de la dimension de genre, y soient sensibles ou la transforment, et qui autonomisent les femmes, garantissent l'inclusivité et favorisent un changement durable. En bref :

Données tenant compte de la dimension de genre

- Développer des outils pour collecter des données ventilées par sexe et par âge, qui garantissent que tous les membres des ménages participent aux enquêtes.
- Inclure des données sexospécifiques dans les évaluations et normaliser les méthodes entre les projets et les programmes pour assurer la cohérence.

Autonomisation économique des femmes

- Combiner des activités génératrices de revenus pour réduire la vulnérabilité.

Apprentissage et amélioration

- Prévoir une formation sur les questions de genre pour tout le personnel et encourager la collaboration entre équipes.
- Recueillir les retours d'information, réfléchir aux enseignements tirés et adapter les méthodologies en fonction des bonnes pratiques.
- Veiller à ce que l'égalité de genre soit traitée comme un objectif à long terme inscrit dans les programmes en cours.

Approches transformatrices en matière de genre

- Faire participer les femmes à la prise de décision au niveau de la communauté et du ménage.
- Intégrer des approches transformatrices en matière de genre pour remettre en cause les normes, rôles et pratiques sexospécifiques néfastes au niveau de la communauté et du ménage.
- Consacrer suffisamment de temps et de ressources à la mise en œuvre d'un cycle complet d'approches transformatrices en matière de genre.

Durabilité

- Soutenir l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur dans laquelle les femmes sont actives et s'associer à des acteurs extérieurs pour garantir un soutien à long terme aux initiatives dirigées par des femmes.

Ne pas nuire

- Réaliser des analyses de risques qui soient sensibles aux conflits et veiller à ce que le ciblage et le retour d'informations soient inclusifs et transparents.
- Adapter les interventions aux conditions locales et garantir la participation active des femmes lors de la planification.



Kenya : Asha Sode et le groupe des femmes Uye se rendent au champ. Elles renforcent la résilience communautaire et améliorent la sécurité alimentaire.
Photo : Misheck Macharia



Approches sensibles au genre :

Programmes ou projets qui reflètent l'état de conscience par rapport aux impacts et vulnérabilités différentiels des différents sexes (y compris les minorités de genre), et par rapport à l'existence de déséquilibres de pouvoir entre les sexes. Les stratégies, les priorités et les activités sont adaptées pour mieux répondre aux besoins des groupes marginalisés.

Approches tenant compte de la dimension de genre :

Programmes ou projets prévoyant des actions spécifiques pour essayer de réduire les inégalités de genre au sein des communautés.

Approches transformatrices en matière de genre :

Le changement transformateur en matière de genre n'est pas un ensemble spécifique d'activités mises en œuvre à un certain moment ; c'est le résultat cumulatif d'actions et de processus. Ces actions peuvent être des activités indépendantes dans votre projet ou être intégrées dans la manière dont vous menez des activités (principalement des activités non liées au genre). Il nécessite des approches à long terme et durables, et exige souvent des actions collectives qui visent des changements à plusieurs niveaux – en nous-mêmes, au sein des foyers, au sein de la société et au sein des institutions. Se diriger vers une programmation qui transforme les rôles de genre implique de tâcher de remettre en cause et modifier les rôles, les normes et les dynamiques discriminatoires en matière de genre et promouvoir l'égalité de genre. La transformation des rôles de genre exige des changements stratégiques, concertés et intentionnels dans les systèmes qui créent des risques, de la vulnérabilité et des inégalités. De ce fait, la transformation des rôles de genre est un processus complexe, lent et nuancé, qui peut rencontrer des réactions et des résistances en cours de route. Elle doit être entretenue soigneusement et au fil du temps.

Autonomisation économique des femmes :

L'autonomisation économique des femmes permet de garantir que les femmes puissent accéder de manière égalitaire à des emplois décents et à la protection sociale ; accéder aux marchés et avoir un contrôle sur les ressources, leur propre temps, leur vie et leur corps ; et renforcer leur voix, leur capacité d'action et leur participation effective aux prises de décisions économiques à tous les niveaux, que ce soit dans leur foyer ou au sein d'institutions économiques.

Données sur l'insécurité alimentaire au sein des ménages ventilées par genre :

Renvoi à la collecte et à l'analyse de données montrant les impacts de l'insécurité alimentaire sur les différents genres au sein d'un même ménage. Ce type de données est essentiel pour comprendre les impacts différenciés que peut avoir l'insécurité alimentaire sur les hommes, les femmes et les autres identités de genre, souvent en raison de facteurs sociaux, économiques et culturels.



Ce rapport d'apprentissage est le dernier élément d'un programme intitulé « **Lutte contre l'insécurité alimentaire dans six contextes de crise** » (ci-après « **le programme** »), financé par l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad). Avec un budget d'environ 6 millions d'euros, le programme, axé sur les femmes, les enfants et les groupes marginalisés, a atteint 166 814 individus (104 140 femmes et 62 674 hommes), et répondu à leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats, tout en assurant la sécurité alimentaire à long terme par le biais de stratégies telles qu'une production alimentaire adaptée au climat, une aide à la subsistance, une aide nutritionnelle et des transferts monétaires.

Compte tenu de l'importance centrale de l'autonomisation des femmes et de l'égalité de genre, à la fois pour les éléments du programme et les priorités au sein d'Oxfam, ce rapport d'apprentissage se concentre sur la contribution du programme à la sécurité alimentaire du point de vue de l'égalité de genre.

Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les chocs sur la sécurité alimentaire¹ ; pourtant, les croisements entre l'égalité de genre et la sécurité alimentaire sont largement sous-étudiés et ignorés^{2,3,4}. Par exemple, le très reconnu Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), utilisé par les organisations, les États et les donateurs pour comprendre et répondre aux crises alimentaires et nutritionnelles, manque souvent de données détaillées au-delà des niveaux géographiques, et n'incorpore que rarement des données désagrégées par genre ou des analyses de genre. Par ailleurs, les outils les plus reconnus pour mesurer la sécurité alimentaire analysent la situation au niveau du ménage⁵. Par conséquent, les programmes de sécurité alimentaire ont tendance à ne mesurer l'évolution de la sécurité alimentaire qu'au niveau des ménages, nous laissant dans l'ignorance des différentes vulnérabilités, perspectives, réalités, capacités et besoins de leurs membres⁶.

De plus, comme le montrent une étude menée par CARE⁷ et une analyse rapide du genre d'Oxfam⁸, d'importantes lacunes subsistent dans les analyses de la sécurité alimentaire basées sur le genre. Par comparaison, les

dimensions de genre liées aux moyens de subsistance et à l'autonomisation économique sont beaucoup plus étudiées, et ceci est parfois confondu avec la sécurité alimentaire, en faisant l'hypothèse que l'autonomisation économique conduira à une meilleure sécurité alimentaire.

Ce lien présumé entre génération de revenus et sécurité alimentaire figurait aussi dans la conception du programme, sous la forme de différentes approches visant à soutenir l'autonomisation économique des femmes, passant de l'appui aux activités génératrices de revenus (AGR) à différentes modalités de paiement en espèces. Ceci donne l'occasion d'évaluer l'efficacité de différentes modalités dans la promotion de l'autonomisation économique des femmes et de mesurer son impact sur les niveaux de sécurité alimentaire.

Enfin, il existe une fausse hypothèse selon laquelle l'autonomisation économique des femmes conduira automatiquement à leur autonomisation dans d'autres sphères, comme l'amélioration du pouvoir décisionnel au sein du ménage ou la réduction de la violence basée sur le genre. Pour combler cette lacune, le programme a prévu de déployer des approches ciblées transformatrices en matière de genre, telles que les systèmes d'action apprentissage sur le genre (GALS), pour promouvoir la transformation des normes, rôles, relations et pratiques de genre néfastes au niveau des ménages et des communautés et contribuer ainsi à une sécurité alimentaire plus équitable entre les genres.



Ouganda : Ce groupe d'agricultrices de la région du Nil occidental pratique une agriculture climato-intelligente, s'assurant ainsi une meilleure sécurité alimentaire, ainsi qu'aux ménages de ses membres.
Photo : Joseph Okwerowun



Mali : Femme travaillant dans un jardin maraîcher à Gao avec sa coopérative. Cette activité assure la production de denrées alimentaires et génère des revenus.
Photo : Micailou Napon

S'il existe des preuves anecdotiques de l'impact de ces approches transformatrices en matière de genre, leur efficacité dans la conduite d'un changement réellement transformateur n'a jamais fait l'objet d'une évaluation systématique. De plus, on n'en sait peu sur l'impact de ces approches sur la sécurité alimentaire au niveau des ménages, y compris pour leurs membres individuels.

Dans ce contexte, ce rapport examine les hypothèses ci-dessus à partir de trois domaines d'apprentissage spécifiques :



La mesure de l'égalité de genre et de la sécurité alimentaire :

Comblar les lacunes en matière de collecte et d'analyse de données relatives à la sécurité alimentaire, et sensibles au genre.



Les approches transformatrices en matière de genre et la sécurité alimentaire :

Évaluer comment ces approches influencent l'égalité de genre, y compris en matière de sécurité alimentaire, au niveau des ménages et des communautés.



L'autonomisation économique des femmes en contexte volatil :

Évaluer l'efficacité des stratégies d'autonomisation économique en contexte volatil et comprendre le lien entre la génération de revenus des femmes et la sécurité alimentaire.

2.1 Questions et méthodologie

Il est essentiel d'intégrer des données ventilées dans la conception et l'évaluation des programmes, pour garantir la prise en compte des différentes expériences et voix de toutes les personnes affectées, en particulier des femmes et des groupes marginalisés. Les questions suivantes ont été identifiées pour combler les manques de données sensibles au genre relatives à la sécurité alimentaire :

1. Quels sont les effets spécifiques au genre des activités du programme (distribution d'aliments vivriers, appui à la production alimentaire, etc.) sur les stratégies d'adaptation individuelles et/ou du ménage en matière de sécurité alimentaire ?
2. Quelles inégalités de genre observons-nous entre les membres du ménage ?
3. Si aucune donnée au niveau individuel n'est disponible, qu'observe-t-on en ce qui concerne les ménages dirigés par une femme et ceux dirigés par un homme ?
4. Quels sont les méthodes, possibilités et obstacles à la collecte de données individuelles sur la sécurité alimentaire ?

Pour évaluer les impacts spécifiques au genre sur la sécurité alimentaire, Oxfam a adapté le questionnaire de l'indice des stratégies de survie (CSI) pour y inclure des questions au niveau individuel ([voir l'annexe 1](#)). Une colonne supplémentaire a été ajoutée pour assurer la collecte de données relatives aux mécanismes d'adaptation de chaque membre du ménage (par sexe et groupe d'âge), sans affecter le score CSI. Les enquêtes initiale et finale sont fondées sur l'hypothèse d'un-e seul-e répondant-e par ménage, et la collecte de données qualitatives a été complétée par des discussions de groupe sur la sécurité alimentaire.

Ce processus a produit des enseignements à deux niveaux : l'apprentissage sur les résultats concrets de l'analyse sensible au genre, et la manière dont ils peuvent être appliqués aux programmes futurs ; et la formulation de recommandations pratiques pour améliorer la collecte et l'analyse de données sensibles au genre sur la sécurité alimentaire.



Ouganda : Membres d'un groupe paysan sur une parcelle de démonstration de l'agriculture climato-intelligente dans la région du Nil occidental, où elles produisent des cultures résistantes à la sécheresse pour garantir leur sécurité alimentaire.

Photo : Ellen Eide

2.2 Résumé des conclusions



Le fait que nos programmes [de sécurité alimentaire et économique] sont conçus au niveau des ménages pourrait expliquer pourquoi nous ne disposons pas d'analyses de données sensibles au genre au sein des ménages. En gros, c'est la raison pour laquelle nous n'avons aucune vision à cet égard.

Alex Wani Yoele – Coordonnateur principal pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, Oxfam Soudan du Sud



Nous devrions avoir des indicateurs [clairs sur les changements transformateurs en matière de genre] que nous pouvons suivre à la fin du projet, que nous pouvons mesurer et qui nous poussent à nous demander si nous avons fait la différence, si nous avons eu un impact [avec les activités que nous avons mises en place].

Everlyne Situma – Stratège humanitaire, Oxfam Kenya (juin 2024)



Malgré l'intérêt et la volonté d'inclure des questions supplémentaires relatives au CSI dans la collecte de données, les pays n'avaient pas tous la même capacité à déclarer des données complètes sur l'insécurité alimentaire au sein des ménages.

Si des données sur les ménages dirigés par un homme et ceux dirigés par une femme ont pu être collectées, les conclusions sur les degrés d'insécurité alimentaire au sein des ménages étaient incomplètes en raison de plusieurs difficultés, les données probantes étant par conséquent insuffisantes pour garantir une comparaison et une analyse approfondies.

Les constats suivants ont toutefois été faits :

A) Différences de stratégies d'adaptation entre les ménages dirigés par une femme et ceux dirigés par un homme :

Dans les études initiale et finale relatives aux activités du programme en Syrie et au Soudan du Sud, le rCSI (indice réduit des stratégies de survie) entre ménages dirigés par un homme et ménages dirigés par une femme a été examiné en tant que données individuelles. Pour la **Syrie**, les données révèlent des différences notables dans les stratégies d'adaptation entre ménages dirigés par un homme et ménages dirigés par une femme, ces derniers étant plus susceptibles de choisir des options alimentaires moins appréciées et moins coûteuses, d'emprunter des aliments et d'acheter des aliments à crédit. Par exemple, sur une période contrôlée de 14 jours, 19 % des ménages dirigés par une femme ont indiqué utiliser des options alimentaires moins appréciées à cinq reprises, contre 9 % des ménages dirigés par un homme. De même, 47 % des ménages dirigés par une femme ont emprunté des aliments, contre 33 % des ménages dirigés par un homme, indiquant des taux d'emprunt plus élevés chez les ménages dirigés par une femme. De plus, 20 % des ménages dirigés par une femme ont acheté des aliments à crédit à quatre reprises (pendant une autre période contrôlée), contre 9 % des ménages dirigés par un homme.

Lors d'un atelier à l'occasion duquel ces conclusions ont été partagées, le personnel d'Oxfam et de ses partenaires a avancé une explication plausible, selon laquelle les ménages dirigés par une femme s'attachent davantage à garantir que les enfants et le ménage soient en situation de sécurité alimentaire.



Syrie : Fatima Huwayja Al-Bilal dans son jardin, qui prospère grâce à l'irrigation et à l'aide en espèces et sous forme de bons destinés aux activités agricoles, à Hatla, Deir Ez-Zor.
Photo : Oxfam Syrie

Ces tendances suggèrent que les ménages dirigés par une femme se heurtent à des défis plus importants en matière d'accès aux aliments et dépendent davantage des mécanismes d'adaptation. Ces hypothèses doivent toutefois être approfondies dans le cadre d'analyses spécifiques au contexte, en tenant compte des situations différentes des hommes et des femmes d'une manière intersectionnelle. Il est essentiel de comprendre ces différences pour développer des interventions ciblées visant à combler les disparités en termes de sécurité alimentaire au sein des ménages.

La situation inverse s'applique au **Soudan du Sud**, où l'analyse de l'enquête finale révèle un nombre plus élevé d'hommes que de femmes présentant des seuils d'adaptation élevés (respectivement 56 % contre 46 %) dans les zones du programme (Akobo et Nyierol). Les ménages dirigés par une femme semblent adopter des mécanismes d'adaptation, tels que la consommation de repas moins appréciés, une réduction de la fréquence des repas et la restriction de la consommation des adultes, plus souvent que les ménages dirigés par un homme. En moyenne, le rCSI était de 19 pour les ménages dirigés par un homme et de 15 pour les ménages dirigés par une femme. Le score de diversité alimentaire des ménages montre également des disparités, les ménages dirigés par une femme présentant un score moyen légèrement inférieur (4,3) à celui des ménages dirigés par un homme (4,5). De plus, 51 % des ménages dirigés par une femme étaient classés dans la catégorie « faible diversité alimentaire », contre 45 % des ménages dirigés par un homme. Ces constats suggèrent que les ménages dirigés par une femme se heurtent à des défis plus importants en matière d'accès aux aliments et dépendent davantage de mécanismes d'adaptation négatifs.

B) Il existe des disparités entre les genres au niveau individuel au sein des ménages :

Au **Mali**, les données individuelles sur la sécurité alimentaire ont révélé que les femmes semblent moins souffrir d'insécurité alimentaire que les hommes compte tenu de leur consommation de repas pendant les crises, de leurs scores de consommation alimentaire (SCA) et de leur rCSI (p. ex., le rCSI moyen des femmes, 18,77, est légèrement inférieur à celui des hommes, 18,78). Toutefois, une analyse plus poussée s'impose pour confirmer ces constats, de manière à déterminer s'ils sont suffisamment significatifs et à comprendre s'ils reflètent la réalité ou sont influencés par des programmes antérieurs. Les mesures finales indiquent une utilisation moindre des stratégies d'adaptation négatives au sein des ménages dirigés par une femme (rCSI moyen de 2) par rapport aux ménages dirigés par un homme (rCSI moyen de 3). De plus, un projet similaire financé par l'Allemagne (GFFO) dans la même zone a mené des activités d'appui comparables qui pourraient avoir influé sur les résultats. L'étude du GFFO sur les inégalités de genre a mis en évidence d'importantes disparités au sein des ménages en termes d'alimentation et de nutrition, remettant en cause l'hypothèse selon laquelle le ciblage des ménages pauvres atteint effectivement toutes les personnes vulnérables (D.D. Conseils, mars 2023)⁹. Les trois quarts environ des femmes en sous-poids et des enfants malnutris ne figurent pas dans les 20 % de ménages les plus pauvres, et près de la moitié d'entre eux ne figurent pas dans les 40 % les plus pauvres.

Au **Soudan du Sud**, dans le cadre d'un projet financé par la Fondation Novo Nordisk et le Norad, Oxfam a enquêté sur l'analyse de genre dans les évaluations de la sécurité alimentaire par le biais de méthodes qualitatives (discussions de groupe et entretiens avec des informateurs clés) et quantitatives (enquêtes) sur base des données de l'IPC (Oxfam Soudan du Sud, août 2024)¹⁰. L'analyse qualitative montre d'importantes disparités de genre en matière de consommation alimentaire et de possibilités de subsistance au sein des ménages. Les femmes et les filles sud-soudanaises consomment régulièrement moins de repas que les hommes et les garçons, en raison à la fois de contraintes économiques et de normes culturelles qui privilégient les besoins alimentaires des hommes.

Figure 1: Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire (IPC)





Disparités entre hommes et femmes en matière de consommation alimentaire et de moyens de subsistance

Rapport sur le Soudan du Sud – conclusions principales :

- **Consommation des repas** : Les femmes et les filles consomment régulièrement moins de repas que les hommes et les garçons.
- **Diversité alimentaire** : Les femmes consomment moins de protéines que les hommes, se nourrissant principalement de céréales/tubercules, de légumes et de légumineuses, tandis que les hommes consomment davantage de viande et de lait. Les normes culturelles déterminent ces différences – par exemple, à Pibor, les têtes de poisson sont réservées aux hommes en tant que symbole d'autorité, et à Yambio, les femmes n'ont pas le droit de manger certaines viandes comme les gésiers de poulet ou le crocodile.
- **Insécurité alimentaire** : Les résultats du SCA au niveau individuel confirment les disparités en matière de diversité alimentaire. Cependant, au niveau des ménages, les ménages dirigés par une femme entrent principalement dans les phases 1 (stable) et 2 (stress) de l'insécurité alimentaire de l'IPC, tandis que les ménages dirigés par un homme entrent principalement dans les phases de stress et de crise (phase 3 +). Les données qualitatives suggèrent que lorsque les femmes sont les principales pourvoyeuses de moyens de subsistance, les ménages adoptent des stratégies d'adaptation moins nombreuses et moins sévères dans les trois cantons.

Figure 2 : Rapport sur le Soudan du Sud – Consommation quotidienne moyenne de repas, par genre



Figure 2 - Cette figure souligne les disparités en matière de consommation de repas dans les ménages de Pibor, Wulu et Yambio, et montre que les femmes et les filles consomment régulièrement moins de repas que les hommes et les garçons. Ceci est dû à des contraintes économiques et à des normes culturelles qui privilégient les besoins alimentaires des hommes.

Figure 3 : Rapport sur le Soudan du Sud – Diversité alimentaire, par genre

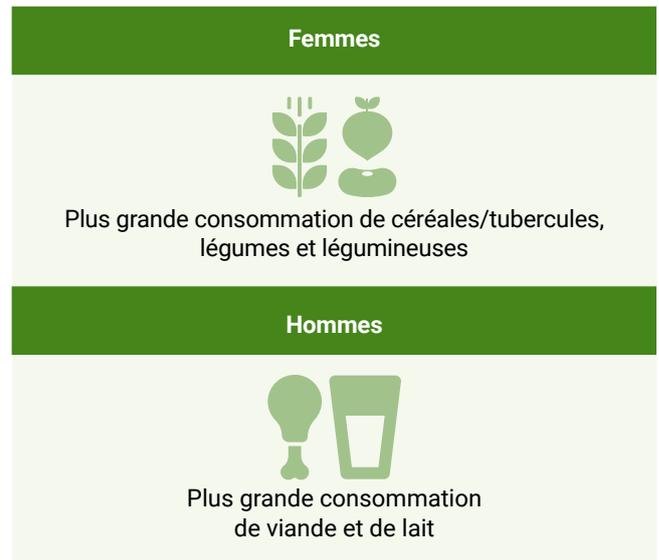


Figure 4 : Rapport sur le Soudan du Sud – Niveaux d'insécurité alimentaire totale des chefs de ménage, par genre



Figure 4 - Les ménages dirigés par une femme entrent principalement dans la phase 2 (stress) de l'insécurité alimentaire de l'IPC. Si les ménages dirigés par un homme entrent principalement dans les phases de stress et de crise, un petit pourcentage d'entre eux figure dans la phase 4 (urgence). Ceci reflète la répartition générale des phases de l'insécurité alimentaire dans les trois domaines, et montre que les ménages dirigés par un homme comme ceux dirigés par une femme souffrent d'insécurité alimentaire grave, mais que ceux dirigés par un homme présentent un pourcentage légèrement plus élevé dans la phase la plus sévère (urgence).

Pourquoi les femmes souffrent davantage d'insécurité alimentaire

Malgré la répartition générale des phases de l'IPC, le rapport sur le Soudan du Sud indique que les femmes souffrent davantage d'insécurité alimentaire que les hommes, en raison de différents facteurs :

- 1. Normes culturelles et définition des priorités alimentaires** : les normes culturelles donnent la priorité aux besoins alimentaires des hommes, ce qui fait que les femmes et les filles consomment moins de repas et ont une alimentation moins diversifiée.
- 2. Contrôle des ressources** : les hommes contrôlent souvent les revenus et les stocks alimentaires du ménage, limitant l'accès des femmes aux aliments.
- 3. Restrictions culturelles** : des restrictions culturelles spécifiques limitent l'accès des femmes et des filles à certains aliments.
- 4. Possibilité de gagner sa vie** : les femmes ont un accès limité aux marchés à plus forte valeur ajoutée et doivent demander la permission aux hommes de leur ménage de participer aux programmes « argent contre travail ».
- 5. Obstacles économiques** : les femmes ont des moyens de subsistance limités et se heurtent à des obstacles économiques qui les empêchent de parvenir à l'indépendance financière.

Conclusion : des différences importantes entre les genres sur les plans de la sécurité alimentaire et des modèles de consommation caractérisent les ménages. Il est essentiel de collecter davantage de données ventilées pour saisir toute l'étendue des disparités entre les genres et les impacts au niveau individuel de l'insécurité alimentaire, mais aussi pour les comprendre précisément et les combattre.



Soudan du Sud : Nyahok et Charbiel, toutes deux cheffes de leurs propres ménages dans la communauté de Gakdong (Akobo), ont utilisé une partie de leurs transferts inconditionnels d'espèces pour créer leurs propres entreprises de vente de thé, grâce auxquelles elles gagnent leur vie et nourrissent leurs enfants.
Photo : Ellen Eide, Oxfam Danemark

C) Les résultats sont spécifiques au contexte :

Les résultats du Mali et du Soudan du Sud montrent dans quelle mesure la sécurité alimentaire liée au genre peut varier considérablement en fonction des contextes et des situations. Au Mali, les données limitées dont nous disposons montrent que les femmes semblent bénéficier d'une meilleure sécurité alimentaire que les hommes, avec un plus grand nombre de repas consommés pendant les crises et de meilleurs scores de consommation alimentaire. À l'inverse, au Soudan du Sud, les femmes et les filles sont confrontées à une plus grande insécurité alimentaire ; elles consomment moins de repas et rencontrent plus d'obstacles à l'accès aux ressources que les hommes. Ces différences soulignent l'importance des analyses et interventions spécifiques au contexte, puisque les normes culturelles, les conditions économiques et l'impact de projets qui se chevauchent sont autant de facteurs qui peuvent influencer différents résultats en matière de sécurité alimentaire pour les hommes comme pour les femmes.

D) Un besoin d'outils et de processus plus perfectionnés :

Si certaines données ont été collectées, le processus a révélé que les méthodologies actuelles ne suffisaient pas à saisir toute l'étendue des dynamiques de sécurité alimentaire au sein des ménages. Les défis et obstacles concrets suivants ont été identifiés :

- **Manque d'outils spécifiques** : il n'existe pas de boîte à outils complète pour collecter des données sensibles au genre sur la sécurité alimentaire, ce qui complique le processus de collecte de données.
- **Évaluations complexes et chronophages** : garantir l'obtention d'échantillons fiables et analyser les données est extrêmement difficile et chronophage. Cette difficulté est aggravée par le besoin de données fiables et précises.
- **Questions éthiques et sensibilité culturelle** : des données et une analyse incomplètes ou biaisées sont souvent dues à un manque de compréhension de la complexité du processus de collecte de données, en particulier par les recenseurs et recenseuses et les personnes chargées du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage, ainsi qu'aux sensibilités culturelles et à la protection de la vie privée. Ceci met en évidence la nécessité de renforcer davantage les capacités sur l'importance de la collecte de ce type de données, et de garantir des pratiques de collecte et d'analyse de données qui soient culturellement sensibles et respectueuses de l'éthique.
- **Absence d'inclusivité et de sensibilité au genre** : les données relatives à tous les membres du ménage ont été collectées par le biais d'un-e répondant-e par ménage, ce qui en limite la fiabilité et l'inclusivité. De plus, les femmes répondantes n'étaient pas systématiquement interrogées par des recenseurs de sexe féminin.
- **Intégration avec des indicateurs existants** : l'introduction d'une analyse individuelle au sein des indicateurs standards au niveau des ménages (p. ex., le CSI) nécessite des investigations plus poussées pour déterminer la pertinence des systèmes de notation existants. Cette intégration augmente considérablement le temps, les efforts et les coûts nécessaires à ces évaluations, ce qui entraîne un risque de lassitude des personnes ayant participé au programme à l'égard des évaluations et risque de compliquer la collecte et l'analyse des données.
- **Contraintes budgétaires et faisabilité** : il est nécessaire de combiner données qualitatives et quantitatives pour saisir toute l'étendue de la dynamique du genre. Toutefois, cette approche entraîne une hausse des coûts et un allongement des périodes de collecte de données, et complique l'analyse des données. Des évaluations détaillées tenant compte de la dimension de genre sont essentielles pour une programmation efficace, mais elles doivent être mises en balance avec les contraintes de ressources et la faisabilité.
- **Sensibilité des dynamiques au sein des ménages** : les différends et dynamiques au sein d'un ménage sont une question sensible et privée ; il est donc difficile de poser des questions et d'obtenir des réponses honnêtes.
- **Résistance des professionnels** : les personnes chargées du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité, de l'apprentissage et de la collecte des données peuvent être réticentes à l'idée de poser des questions supplémentaires, car les outils de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage tels que le CSI ont été conçus pour recueillir des données au niveau des ménages, et non des données individuelles ou au sein des ménages.



Syrie : Session d'apprentissage à Deir Ez-Zor, dans le cadre de laquelle les stagiaires discutent de l'aide en espèces et sous forme de bons destinée aux activités agricoles.
Photo : Oxfam Syrie

2.3 Recommandations

1

Élaborer des lignes directrices et des outils pour une collecte de données individuelles et ventilées par genre et par âge sur la sécurité alimentaire : Améliorer la collecte et l'analyse de données sur la sécurité alimentaire tenant compte de la dimension de genre en élaborant des lignes directrices et des outils complets. Ceux-ci doivent inclure des recommandations sur la gestion des sensibilités et fournir des exemples de bonnes pratiques pour garantir une collecte de données qui soit éthique et effective.

2

Assurer la sensibilité au genre des méthodes de collecte : Veiller à ce que tous les membres du ménage soient inclus comme répondant-es dans les enquêtes auprès des ménages, et à ce qu'aucune personne ne réponde pour l'ensemble du ménage. Prévoir par ailleurs de déployer des recenseuses et des espaces séparés selon le genre.

3

Intégrer la collecte de données sur le genre dans les évaluations initiale et finale : Veiller à l'inclusion systématique de données sur la sécurité alimentaire tenant compte de la dimension de genre dans les évaluations initiale et finale. Ce point est essentiel pour suivre les évolutions au fil du temps et comprendre l'impact des interventions.

4

Harmoniser la collecte de données entre les projets : Créer des sessions d'orientation conjointes pour la collecte de données dans le cadre de projets similaires, afin de garantir des méthodes unifiées (p. ex., recueillir le même type de données au sein des ménages dans les enquêtes initiale et finale pour pouvoir effectuer des comparaisons nationales et internationales). Cette harmonisation facilitera les comparaisons entre différents pays et améliorera la qualité globale des données collectées. Garantir que les équipes chargées de la collecte de données soient bien formées pour collecter des données de qualité et envisager de recourir à des recenseurs des deux sexes pour améliorer l'exactitude et la sensibilité des données collectées.

5

Garantir un suivi cohérent avec les personnes avec lesquelles nous travaillons : Garantir que les femmes et les hommes qui participent à plusieurs projets dans une même zone géographique fassent l'objet d'une enquête systématique pour évaluer l'évolution d'un projet à l'autre.

6

Intégrer des évaluations qualitatives et quantitatives : Compléter les indicateurs au niveau des ménages (p. ex., CSI) par des recherches qualitatives (p. ex., entretiens avec des informateurs clés ou groupes de discussion) pour mieux comprendre les besoins individuels et spécifiques au genre. Cette approche fondée sur des méthodes mixtes donne une vision plus nuancée des dynamiques au sein des ménages, mais nécessite une planification minutieuse pour éviter la lassitude à l'égard des évaluations et garantir la fiabilité des données. Réaliser des études de cas pour comparer l'utilité des différentes méthodes de collecte de données au niveau individuel, qui permettent d'identifier les obstacles, les bonnes pratiques et les considérations relatives au caractère sensible et confidentiel des questions posées.

7

Parler avec plusieurs membres du ménage : L'opportunité de parler à différents membres d'un ménage peut susciter des réponses plus honnêtes sur la sécurité alimentaire individuelle. Dans certains contextes, ne parler qu'au chef du ménage peut entraîner une surestimation de la sécurité alimentaire pour éviter la stigmatisation liée au fait d'être perçu comme pauvre. Parler avec plusieurs membres du ménage permet d'obtenir une image plus précise et globale des dynamiques en matière de sécurité alimentaire.

8

Réfléchir, apprendre et s'améliorer de manière continue : Le processus de collecte de données sur la sécurité alimentaire tenant compte de la dimension de genre est itératif. Une réflexion et des retours réguliers sur ce qui a bien fonctionné ou non sont essentiels pour assurer une amélioration continue. Cela suppose d'adapter les méthodologies en fonction des expériences vécues sur le terrain et des meilleures pratiques émergentes.

9

Prendre systématiquement en compte les résultats des évaluations des besoins tenant compte de la dimension de genre et spécifiques au contexte dans la conception des programmes, en encourageant les interventions en matière de sécurité alimentaire tenant compte du genre ou transformatrices en matière de genre : Élaborer des programmes qui donnent la priorité à une distribution équitable des aliments au sein des ménages, garantissant aux femmes et aux filles l'accès à une nutrition suffisante, et cibler spécifiquement l'autonomisation économique des femmes et leur participation à la prise de décision. Lutter contre les normes culturelles qui limitent l'accès des femmes et des filles à certains aliments et viser des résultats plus équitables et inclusifs en matière de sécurité alimentaire.

3.1 Questions et méthodologie

L'analyse des données sur le genre et la sécurité alimentaire présentées dans la section 2 montrent des inégalités spécifiques au contexte entre les femmes et les hommes en matière de sécurité alimentaire. Le travail d'Oxfam est fondé sur la vision selon laquelle l'inégalité des rapports de force est l'une des principales causes sous-jacentes de toutes les formes d'inégalités. Le pouvoir se présente non seulement comme l'exercice d'un contrôle sur autrui, mais aussi sous des formes plus subtiles, comme le pouvoir collectif via l'organisation, la solidarité et l'action conjointe, ou le pouvoir individuel ou la confiance en soi, souvent liés à la culture, à la religion ou à d'autres aspects identitaires¹¹.

Les normes culturelles relatives au genre limitent la capacité et l'autonomie des femmes et des filles à exercer le pouvoir ou à influencer les politiques, structures, espaces décisionnels et normes sociales qui affectent leurs vies, y compris ceux liés à la sécurité alimentaire. Par exemple, les normes patriarcales nuisent à l'accès des femmes aux ressources de production et les excluent de la représentation politique dans les espaces décisionnels qui contrôlent ces ressources. Cela rend les femmes, dans les ménages comme dans les communautés, plus vulnérables dans toutes les dimensions de la sécurité alimentaire, y compris la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité¹².

Pour lutter contre ces déséquilibres, le programme a prévu des activités visant spécifiquement à transformer les relations de genre : le système d'action apprentissage sur le genre (GALS) mis en œuvre en Ouganda et au Soudan du Sud, et le système d'apprentissage par l'action participative (PALS), mis en œuvre au Kenya. Ces méthodologies dirigées par la communauté inspirent les personnes avec lesquelles nous travaillons à envisager et poursuivre le changement par la formation-action entre pairs. Chaque processus est cocréé par les facilitateurs et les stagiaires pour répondre au contexte et aux besoins du groupe concerné et se déroule en trois phases superposées :

1. Visualiser et impulser le changement au niveau individuel et des ménages ;
2. Intégrer la justice de genre dans les programmes et les organisations ;
3. Créer des mouvements : réseautage et plaidoyer pour la justice de genre à tous les niveaux, y compris au niveau des politiques et de la prise de décision¹³.

Pour tirer des enseignements sur les approches transformatrices en matière de genre, des groupes de discussion en ligne semi-structurés et des entretiens en personne ont été organisés avec le personnel et les partenaires d'Oxfam au Soudan du Sud, au Kenya et en Ouganda. Les données tirées de ces entretiens ont été triangulées avec de multiples sources (voir l'annexe 2) et

analysées pour évaluer l'impact au niveau du programme et de la communauté. Les questions suivantes ont guidé l'analyse :

1. Qui change à la suite des approches transformatrices en matière de genre ?
2. Quels types de changement avons-nous observé, et comment les activités transformatrices en matière de genre ont-elles contribué à ces changements ? Ces changements sont-ils liés à la sécurité alimentaire et aux inégalités de genre ?
3. Quels sont les facteurs propices et les obstacles liés au changement transformateur en matière de genre ?



Ouganda : Le groupe d'épargne des exploitants agricoles Piranyim présente son arbre de l'équilibre entre les genres à l'occasion d'une formation GALS, à Zombo, Nil occidental.
Photo : Joseph Okwerowun

Le GALS dans la pratique

Le parcours vers la concrétisation d'une vision (Vision Road Journey) : aide les stagiaires à développer une vision commune, favorisant une approche proactive de l'équité de genre.

L'arbre de l'équilibre entre les genres (Gender Balance Tree) et la carte de l'autonomisation (Empowerment Map) : met en évidence les défis spécifiques liés au genre, encourageant une vision commune pour l'élaboration de solutions.

L'arbre des actions contre les défis (Challenge Action Tree) : permet de visualiser les atouts et les lacunes, guidant les stagiaires vers la création de stratégies ciblées en matière d'autonomisation et d'équité de genre.

3.2 Résumé des conclusions



Ça commence avec toi, mais ça ne devrait pas se terminer avec toi, et c'est là l'un des principes clés du GALS.

Peace Chandini – Coordinatrice pour les droits des femmes, Oxfam Ouganda (mai 2024)



Les données indiquent un changement personnel et individuel pour les femmes comme pour les hommes, de même qu'une évolution des relations au sein du ménage et de la communauté. La plupart des activités transformatrices en matière de genre du programme sont axées sur les individus et les ménages. La modification des rôles de genre au niveau du ménage dépend de la volonté des personnes d'adapter leurs points de vue et leurs comportements, tandis qu'une transformation plus vaste au sein de la communauté dépend de l'engagement des hommes et des leaders communautaires. Cela nécessite aussi qu'une masse critique d'hommes et de femmes aient la volonté de remettre en cause des croyances souvent bien ancrées liées



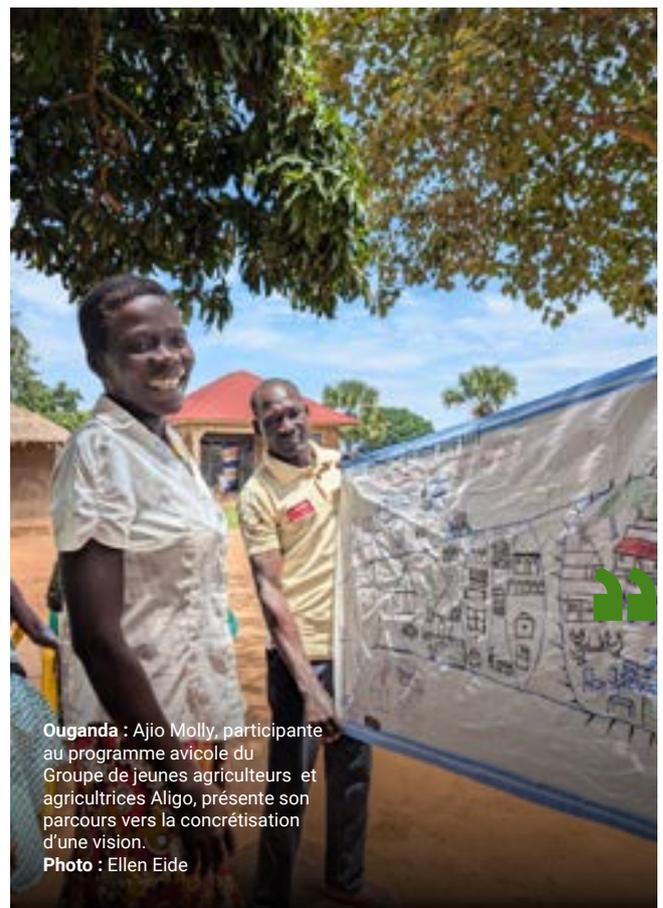
Nous nous sommes assis, mon mari et moi, pour dessiner ensemble notre parcours vers la concrétisation d'une vision. Nous y avons dessiné nos activités d'élevage et de maraîchage [liées à la sécurité alimentaire]. À la fin, nous avons apposé notre affiche à côté de la porte, de façon à pouvoir voir, chaque fois que nous en franchissons le seuil, ce que nous devons accomplir ce jour-là. Nous n'avons pas précisé qui fait quoi, car nous le faisons ensemble. Il s'agit d'un travail familial conjoint, et non d'une tâche/responsabilité féminine !

Ajio Molly – Participante au programme avicole du Groupe de jeunes agriculteurs Aligo, communauté hôte d'Imvepi, Ouganda (août 2024)



aux normes de genre. Si les approches transformatrices en matière de genre comme le GALS présentent aux individus des outils les amenant à réfléchir à leur propre situation et à assurer le changement dans leur propre vie, les changements à différents niveaux sont interconnectés et interdépendants, ce qui souligne l'importance des approches et des méthodologies comme le GALS pour englober tous les niveaux.

Changer l'état d'esprit des femmes et des hommes est un processus interconnecté : les hommes doivent accepter que les femmes puissent endosser un rôle de leadership, tandis que les femmes doivent accepter de changer leurs rôles et responsabilités. Il est donc crucial d'impliquer les couples ensemble dans le processus. Cela dit, la mobilisation des hommes a été décrite comme un obstacle auquel se sont heurtés certains partenaires, les hommes ayant tendance à donner la priorité aux activités directement lucratives et n'ont pas toujours relevé la pertinence des activités de sensibilisation et de transfert de connaissances.



Ouganda : Ajio Molly, participante au programme avicole du Groupe de jeunes agriculteurs et agricultrices Aligo, présente son parcours vers la concrétisation d'une vision.

Photo : Ellen Eide

En général, les données disponibles sur l'intersectionnalité dans les changements transformatrices en matière de genre manquent. Toutefois, des disparités fondées sur l'âge, les modes de peuplement, le niveau d'éducation et le statut marital sont signalées dans la participation et les effets des activités transformatrices en matière de genre. Les groupes présentant des besoins particuliers, tels que les veuves, les femmes déplacées, les réfugiées et les jeunes femmes mariées, sont confrontés à des obstacles à la participation imputables à d'autres tâches liées aux soins et aux moyens de subsistance.

Le personnel d'Oxfam, ses partenaires et les personnes avec lesquelles nous travaillons au sein du programme ont signalé quatre types de changements interconnectés :

1. Sur le plan individuel, les approches transformatrices en matière de genre ont conduit à une **amélioration de la confiance en soi et à un sentiment d'autonomie** pour les femmes et les hommes avec lesquelles nous travaillons. Ils et elles ont expliqué avoir acquis une nouvelle vision et une nouvelle détermination et mieux comprendre leur propre capacité et celle des membres de leur ménage et de leur communauté à contribuer à cette vision. En particulier, l'amélioration de la conscience de soi et de la confiance en soi a renforcé la capacité des femmes à parler en public, à remettre en cause les normes de genre et à défendre leurs droits.
2. Au niveau des ménages et des communautés, les changements se sont matérialisés dans la **division de la charge de travail, des rôles et des responsabilités entre les femmes et les hommes**. Les deux genres ont fait preuve d'une conscience accrue du besoin de collaborer, ce qui a conduit à une amélioration de la planification au niveau des ménages et à une coopération renforcée dans le cadre des activités de production (sélection, préparation, production et collecte). Les perceptions relatives aux activités traditionnellement masculines ou féminines ont changé, ce qui s'est traduit par une plus grande participation des femmes dans des activités traditionnellement masculines (comme la pêche ou l'élevage de bétail) et par une prise de conscience et une participation accrues des hommes aux tâches de soin, allégeant le fardeau pesant sur les femmes et assurant une répartition plus équitable des tâches. Ce point est important pour atténuer le risque que les activités de projet ne viennent aggraver la pauvreté en temps des femmes. On signale aussi un changement d'état d'esprit concernant la propriété des actifs du ménage, généralement masculine. Les femmes ont commencé à défier les obstacles auxquels elles se heurtaient en matière de propriété de terres et d'autres actifs. Si le programme est considéré comme ayant eu un impact positif sur le contrôle des actifs par les femmes, ceux-ci sont toutefois souvent liés à une aide humanitaire directe ou à la sphère domestique. Les évolutions relatives aux rôles de genre traditionnels se produisent lentement, et font souvent l'objet de résistances. Les hommes jouent un rôle important dans la sensibilisation sur les avantages des changements transformateurs en matière de genre.
3. Les perceptions modifiées des rôles et responsabilités de chaque genre ont conduit à une **participation renforcée des femmes aux processus décisionnels**. Leur autodétermination accrue a renforcé leur capacité à gérer leurs propres activités génératrices de revenus, et leur participation aux décisions au niveau du ménage a également augmenté, bien que dans une moindre mesure. La prise de décision des femmes demeure principalement confinée aux travaux domestiques ou de soin, et a lieu en l'absence d'hommes dans le ménage, par exemple en cas de veuvage. Les activités de programme liées à la production alimentaire ont conduit à des processus de leadership et décisionnels plus inclusifs, les femmes étant impliquées dans des domaines typiquement masculins (comme la prise de décision sur la sélection des cultures ou la gestion des systèmes d'irrigation). Un changement est aussi signalé à l'échelle communautaire, avec une participation accrue des femmes aux réunions publiques, et un nombre croissant de femmes occupant des rôles de leadership dans les groupes et comités de projets. Toutefois, les preuves restent limitées et des investissements supplémentaires s'imposent pour approfondir et maintenir ces changements.
4. Les changements transformateurs en matière de genre ont influencé **l'autonomisation économique des femmes et la sécurité alimentaire**. Les outils comme le parcours vers la concrétisation d'une vision (Vision Road Journey) et l'arbre de l'équilibre entre les genres (Gender Balance Tree) ont accru la sensibilisation aux inégalités de genre et servi d'outils pratiques de planification et de suivi, mettant en évidence les problèmes liés à la sécurité alimentaire. Une meilleure collaboration entre membres du ménage et l'évolution des perceptions de la division du travail ont conduit à des processus de production renforcés et à une hausse des revenus des femmes, leur permettant d'investir à leur tour dans le ménage. Les perceptions modifiées ont aussi permis aux femmes d'abandonner l'agriculture de subsistance au profit d'activités agricoles de plus grande échelle. Une amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants a aussi été signalée, les hommes étant de plus en plus conscients de l'importance de leur participation à la santé et à la nutrition des enfants (souvent considérées comme un domaine exclusivement féminin).



À l'occasion de l'une des sessions consacrées à l'arbre de l'équilibre entre les genres, une discussion s'est ouverte entre les hommes et les femmes présents. Lors de cette discussion, certaines femmes se sont ouvertes et ont défié les hommes, réalisant qu'ils leur avaient nié leurs droits de propriété.

Par exemple, dans notre culture Nuer, les femmes ne sont pas censées posséder de bétail. Pendant cette discussion, certains hommes ont dit que nous devons donner une chance aux femmes de pouvoir également posséder des biens dans la communauté.

Mborigumba Moses – Responsable de programmes CFI (Nyirrol), CIDO Soudan du Sud (mai 2024)





Kenya : Halima Abdo, du Groupe de femmes Manyatta Konso, ramasse les œufs de ses poules pour améliorer sa sécurité alimentaire et celle de sa famille.
Photo : Misheck Macharia

Les principaux **obstacles à un changement durable et transformateur en matière de genre** sont les **normes socioculturelles profondément enracinées**. Les hommes sont souvent considérés comme chefs du ménage, et déclarent ne pas se sentir à l'aise pour discuter des finances avec les femmes. Les femmes supportent le fardeau du travail de soins non rémunéré et se heurtent à des niveaux élevés de pauvreté en temps, tandis que les hommes contrôlent souvent leur mobilité, leur travail et leur temps. La violence basée sur le genre (violence domestique, mutilations génitales féminines, mariage précoce) demeure élevée, et ses causes profondes ne sont pas suffisamment traitées. Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour répondre aux besoins des femmes et, plus largement, des communautés, y compris par la consolidation de la paix, l'alphabétisation, la formation professionnelle, l'accès aux services sociaux, l'accès aux processus politiques, la gouvernance et le plaidoyer.

Les **chocs extérieurs**, comme les chocs (climatiques), les attaques et les déplacements de populations, ont aussi un impact sur le changement transformateur en matière de genre et risquent de conduire à une inversion des progrès à l'avenir. Malgré ces difficultés, les personnes avec lesquelles nous travaillons au sein du programme ont indiqué que les approches transformatrices en matière de genre (comme le GALS) permettaient de préparer les ménages et les communautés à faire preuve de plus de résilience face aux chocs. L'évolution rapide des contextes peut créer des opportunités de changement transformateur en matière de genre. Par exemple, la sécheresse et l'insécurité alimentaire peuvent conduire à des changements de perception des rôles de genre et de la propriété (barrages, bétail, production agricole, etc.), et le processus d'installation des populations crée de nouvelles opportunités économiques et de nouveaux espaces sociaux pour les femmes des communautés pastorales, comme on l'a vu au Kenya.

Toutefois, les données probantes issues du Soudan du Sud indiquent que si les crises ont entraîné une modification

forcée des rôles et des responsabilités, p. ex. la participation accrue des femmes à la génération de revenus pour la famille, ces changements n'ont pas conduit à l'équilibrage des dynamiques de pouvoir. Les femmes continuent de rencontrer des obstacles dans l'accès aux ressources et au pouvoir décisionnel, et les normes traditionnelles de genre persistent, limitant leur capacité d'action. Cela prouve que les dynamiques de pouvoir ne dépendent pas des revenus du ménage, et que l'élargissement des rôles des femmes au-delà de leurs tâches domestiques et de soin traditionnelles n'entraîne pas systématiquement une amélioration de l'égalité de genre. Ces dynamiques peuvent en réalité avoir des conséquences négatives, qui viennent s'ajouter à la triple charge pesant sur les femmes et conduisent à une hausse de la violence basée sur le genre. Des actions et une sensibilisation spécifiques, dont l'approche « ne pas nuire » spécifique au contexte, s'imposent pour changer les dynamiques de genre et promouvoir la justice de genre, tout en protégeant tous les membres de la communauté.

Au **niveau institutionnel**, la justice de genre au sein du personnel et des partenaires d'Oxfam demeure une priorité. Des politiques et procédures ont été élaborées, et le personnel est globalement mobilisé. Bien qu'il existe un excellent personnel qualifié en matière d'égalité des genres au sein d'Oxfam et de ses partenaires, les connaissances sur le genre n'atteignent pas toujours les autres personnels, et les enseignements ne sont pas systématiquement consignés et partagés. Les ressources affectées demeurent insuffisantes, et les activités transformatrices en matière de genre sont globalement sous-financées. Au sein du programme, par exemple, les fonds n'étaient pas suffisants pour couvrir toutes les phases du GALS. Ainsi, si la situation a commencé à changer au niveau individuel et des ménages, il faudra consacrer davantage de temps et de ressources pour garantir des progrès durables au niveau de la communauté et la création d'un mouvement de lutte contre les inégalités de genre au niveau politique et stratégique. Idéalement, les résultats transformateurs en matière de genre nécessitent une programmation à long terme.



Ouganda : John Bosco Okaya,
Champion et facilitateur GALS,
forme des membres de la
communauté aux outils du GALS.
Photo : CEFORD



J'ai découvert que j'étais la cause du désaccord au sein de mon ménage, car ma femme était surchargée de tâches ménagères, et je ne faisais qu'en ajouter davantage. (...) Au bout d'un moment, les enfants ont aussi commencé à participer à la planification et à la discussion. Pour moi, c'est là que tout a commencé à changer, quand j'ai commencé à utiliser l'arbre de l'équilibre entre les genres et à approfondir davantage la question du genre. Nous avons examiné ce que je faisais au sein du ménage et le rôle joué par ma femme à la maison. C'est là que j'ai découvert les problèmes domestiques qui créaient une brèche entre ma femme et moi, mais aussi au sein de ma famille. (...) Mais j'avais bien sûr, moi aussi, mes propres stéréotypes de genre qui s'étaient développés sur une longue période, et j'avais besoin d'aide pour les identifier et pour les combattre. Vous voyez, la tradition m'a toujours appris que, en tant qu'homme, il y avait des choses que je devais faire et d'autres pas, et je restais campé sur mes positions, je ne regardais pas de l'autre côté (...). Maintenant que j'ai découvert l'autre côté, je me suis rendu compte que je devais moi aussi assumer certaines tâches ménagères, comme aller chercher l'eau [une tâche typiquement réservée aux femmes en Ouganda] (...). Un mois plus tard, les hommes ont commencé à m'approcher : "Bosco, qu'est-ce que tu fais dans ton ménage ? Ma femme m'a dit 'si seulement ils étaient tous comme lui !'" Les femmes, puis les hommes, ont commencé à m'observer, et commencé à transmettre ce message [selon lequel les tâches domestiques doivent être partagées] à leurs propres familles. Résultat, j'ai commencé à former ces hommes dans ma propre maison. (...) C'est quand certains membres de la communauté commenceront à changer leurs attitudes et quand les autres le remarqueront qu'ils commenceront à faire de même.

John Bosco Okaya – Champion et facilitateur GALS, CEFORD Ouganda (août 2024)



3.3 Recommandations

1

Définir les fondamentaux :

- Prévoir suffisamment de temps et de ressources pour mettre en œuvre un cycle complet d'approches transformatrices en matière de genre, conformément aux trois phases du GALS (changement au niveau individuel et du ménage, intégration de la justice de genre au niveau communautaire, et plaidoyer et mobilisation) pour assurer une large diffusion auprès des personnes avec lesquelles nous travaillons.
- Inclure des objectifs et indicateurs spécifiques et transformatrices en matière de genre dans les cadres de programme et prévoir un budget suffisant pour le suivi et l'évaluation.

2

Faire de la justice de genre une routine, pas un événement :

- Garantir une approche à long terme, sur plusieurs années, du changement transformateur en matière de genre. Les projets sur un an peuvent servir de projets pilotes ou tremplins, mais doivent s'inscrire dans un engagement à plus long terme avec les communautés de façon à garantir un changement durable et transformateur.
- Intégrer les aspects transformateurs en matière de genre dans tous les programmes, et garantir que les conditions socioéconomiques favorisent le changement. L'intégration d'activités transformatrices en matière de genre dans des programmes plus vastes de sécurité alimentaire permet aux groupes marginalisés d'accéder aux conversations sur le changement social.
- Le changement transformateur en matière de genre est lié à d'autres domaines de travail. Il est donc important de bâtir des partenariats avec des acteurs internes et externes pour combler les lacunes (alphabétisation, éducation, santé, violence basée sur le genre, garde des enfants, leadership et participation politique, élaboration de politiques et plaidoyer) et s'engager dans une approche holistique et intégrée de la justice de genre.

3

La mise en contexte est essentielle :

- Inclure systématiquement les participantes à la conception et au suivi du projet.
- Contextualiser les concepts théoriques et employer une approche tenant compte de la dimension de genre et sensible au conflit.
- Utiliser des langues locales, des outils conviviaux et les matériaux disponibles dans les communautés concernées.

4

Garantir l'inclusivité des processus :

- Tenir compte de la pauvreté en temps des femmes (p. ex., faire attention à la triple charge en créant des espaces sûrs et accessibles et prévoir des horaires convenables et des services de garde d'enfants pour permettre aux femmes de participer).
- Répondre aux besoins des groupes marginalisés, des veuves, des personnes en situation de handicap, des personnes âgées, des personnes déplacées/réfugiées, des personnes issues de communautés isolées, des jeunes femmes, des adolescentes, des survivant(e)s de violence basée sur le genre, des femmes issues de groupes religieux/ethniques minoritaires, des personnes d'orientation sexuelle, d'identité de genre, d'expression de genre et de caractéristiques sexuelles différentes, et des femmes enceintes et allaitantes.
- Dans les ménages polygames, s'assurer d'inclure toutes les épouses et leurs enfants (la meilleure pratique consiste à enregistrer chaque femme séparément).
- Encourager les masculinités positives à travers le GALS et d'autres modules dédiés consacrés aux conflits genrés et à la violence sexiste. Travailler avec les hommes, les garçons, les anciens et les leaders des communautés et des ménages des participantes pour encourager l'adhésion communautaire et des ménages et éviter les suspicions ou les dissensions au sein du ménage.
- Mobiliser les jeunes et les enfants, en particulier dans les communautés où le mariage précoce/des enfants est pratiqué et créer des outils qui leur soient adaptés.
- Mobiliser toutes les parties prenantes communautaires et créer des plateformes de dialogue avec les leaders communautaires pour discuter de la transformation de la dynamique femmes-hommes et sensibiliser les communautés à la valeur que revêt la participation des femmes.

5

Aider le personnel à devenir des agents du changement :

- Investir dans la formation à l'égalité de genre pour l'ensemble du personnel (les capacités en la matière ne doivent pas se limiter au personnel technique) afin de garantir des connaissances de base transversales et l'utilisation d'approches tenant compte de la dimension de genre.
- Rompre les silos entre les équipes et les programmes, en garantissant que toutes les personnes ayant des casquettes différentes au sein de l'organisation (p. ex., responsables de programmes, personnel consacré à l'égalité de genre, etc.) échangent régulièrement et travaillent ensemble pour appuyer leurs partenaires.
- Se concentrer sur les processus de changement personnel dans la formation des membres du personnel et des formateurs et formatrices. Un personnel, y compris de formation, engagé et convaincu est essentiel à la réussite des approches à même de transformer la dynamique femmes-hommes.

6

Investir dans l'apprentissage et le développement de compétences :

- Inclure des objectifs d'apprentissage liés au changement transformateur en matière de genre dans la conception de programmes et prévoir des lignes budgétaires spécifiques pour soutenir l'apprentissage.
- Prévoir un budget suffisant et mener des analyses de genre et des évaluations des besoins et exploiter les résultats de manière systématique pour éclairer tous les aspects des programmes en s'appuyant sur des principes de budgétisation tenant compte de la dimension de genre.
- Créer un espace et garantir les ressources nécessaires pour consigner les réussites et les difficultés et les partager en interne et en externe de manière accessible.
- S'assurer que les méthodes de suivi-évaluation soient pertinentes et utiles pour saisir les changements sociaux transformateurs en matière de genre en s'appuyant sur les principes féministes d'Oxfam en matière de suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage.
- Aller plus loin que la désagrégation des données par genre et tenir compte de l'intersectionnalité dans la collecte et l'analyse de données, en faisant particulièrement attention aux groupes marginalisés, à l'âge, aux modes de peuplement, au niveau d'éducation et au statut marital.



Soudan du Sud : Formation GALS avec différents groupes de femmes de la communauté, à Akobo East.
Photo : Taban Archangelo

4.1 Questions et méthodologie

L'autonomisation économique des femmes garantit que les femmes peuvent participer sur un pied d'égalité et bénéficier d'un travail décent et d'une protection sociale, accéder aux marchés et contrôler les ressources, leur propre temps, leur vie et leur corps ; et renforcer leur voix, leur capacité d'action et leur participation effective aux prises de décisions économiques à tous les niveaux, que ce soit dans leur foyer ou au sein d'institutions économiques . Dans ce programme, plusieurs stratégies ont été mises en œuvre pour appuyer l'autonomisation économique des femmes, y compris :

- un appui direct aux productrices (assistance technique en matière de pratiques de production, fourniture d'un capital de démarrage, d'intrants et d'équipements aux groupes et personnes individuelles, remise en état des structures d'irrigation et création de sites de production) ;
- différentes modalités de remise d'espèces (transferts en espèces inconditionnels, aide en espèces et sous forme de bons pour les intrants agricoles, transferts d'espèces aux groupes, et travail contre rémunération) ;
- soutien à la mise en place d'AGR (soutien aux personnes et aux groupes, renforcement des capacités techniques, financières et commerciales, aide à l'accès au marché, fondation de groupes d'épargne et création de liens avec les institutions financières).

Pour analyser l'efficacité de différentes modalités utilisées pour assurer l'autonomisation économique des femmes en contexte volatil et évaluer les liens hypothétiques entre la génération de revenus et la sécurité alimentaire, les questions suivantes ont été identifiées :

- Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour encourager et appuyer l'autonomisation économique des femmes (AGR, espèces, groupes d'épargne, jardins maraîchers) dans un contexte de sécurité volatil ?
- Nos hypothèses portant sur le lien entre autonomisation économique des femmes et amélioration de la sécurité alimentaire du ménage sont-elles confirmées ?
- Quels sont les principaux obstacles et facteurs propices à l'autonomisation économique des femmes ?
- Comment garantissons-nous l'approche « ne pas nuire » ?

Les données des études initiale et finale du Mali, du Burkina Faso et de la Syrie ont été évaluées. Le personnel, les autorités locales et les partenaires ont contribué à l'organisation des ateliers d'apprentissage, et des études supplémentaires ont été menées ([voir l'annexe 2](#)) pour répondre aux questions. Des études de cas et des résultats préliminaires ont été partagés à l'occasion d'un atelier en ligne avec le personnel et les partenaires des six pays du programme.



Ouganda : Ces femmes sud-soudanaises, à Rhino Camp, réalisent des activités génératrices de revenus pour améliorer leur autonomisation économique et leur sécurité alimentaire.
Photo : Ellen Eide

4.2 Résumé des conclusions

Dans le gouvernorat de Deir Ez-Zor, en **Syrie**, une aide en espèces et sous forme de bons a été fournie à 2 950 agriculteurs (1 449 femmes et 1 501 hommes) pour appuyer leurs activités agricoles et remettre en état les infrastructures d'irrigation. L'initiative a utilisé une approche par zone, dans la lignée d'autres projets, pour garantir un développement communautaire complet. L'objectif de cette stratégie était d'améliorer l'accès et le contrôle des agriculteurs sur les actifs de production (terres, revenus agricoles, bétail, produits récoltés, etc.), tout en améliorant la prise de décision liée aux activités économiques, y compris l'établissement d'un budget pour la génération de revenus et la gestion des dépenses. Il n'a pas encore été possible d'évaluer l'impact à long terme du canal d'irrigation et du volet espèces contre agriculture dans le cadre du programme, puisqu'il est nécessaire de laisser passer au moins une campagne agricole. D'importantes améliorations à court terme, à la fois en matière d'autonomisation économique des femmes et de sécurité alimentaire, ont toutefois été observées. Les scores de consommation du programme, qui tiennent compte de la dimension de genre et sont transformateurs en matière de genre, se sont considérablement améliorés : le score de consommation alimentaire pauvre pour les ménages est passé de 25 % à 2 %, le score de consommation alimentaire acceptable passant quant à lui de 54 % à 81 % (77 % pour les ménages dirigés par une femme et 82 % pour les ménages dirigés par un homme). L'accès au marché s'est

amélioré, en particulier pour les femmes, 76,19 % des ménages dirigés par une femme indiquant bénéficier d'un accès amélioré au marché, contre 59,49 % des ménages dirigés par un homme. Des défis persistent toutefois, et les ménages dirigés par une femme demeurent désavantagés par rapport à ceux dirigés par un homme sur le plan des stratégies d'adaptation, comme nous l'avons vu dans la section 2.

L'adoption de nouvelles techniques agricoles varie considérablement entre ménages dirigés par un homme ou par une femme, lorsqu'elle a lieu (70 % des ménages n'adoptant pas de nouvelles techniques). Parmi les ménages dirigés par un homme, une majorité de 59 % souhaite adopter de nouvelles techniques et prévoit de le faire, contre seulement 14 % des ménages dirigés par une femme. Cette différence frappante met en évidence les difficultés rencontrées par les ménages dirigés par une femme pour adopter de nouvelles méthodes, en raison de divers obstacles, tels que, selon les femmes concernées, l'absence de connaissances techniques (48 %) et un manque de ressources (33 %). La disparité entre les ménages dirigés par un homme et ceux dirigés par une femme suggère qu'il est nécessaire de prévoir des interventions ciblées pour encourager et aider les ménages dirigés par une femme à adopter de nouvelles pratiques, afin de veiller à ce qu'ils ne soient pas laissés pour compte dans le processus d'innovation et de développement.

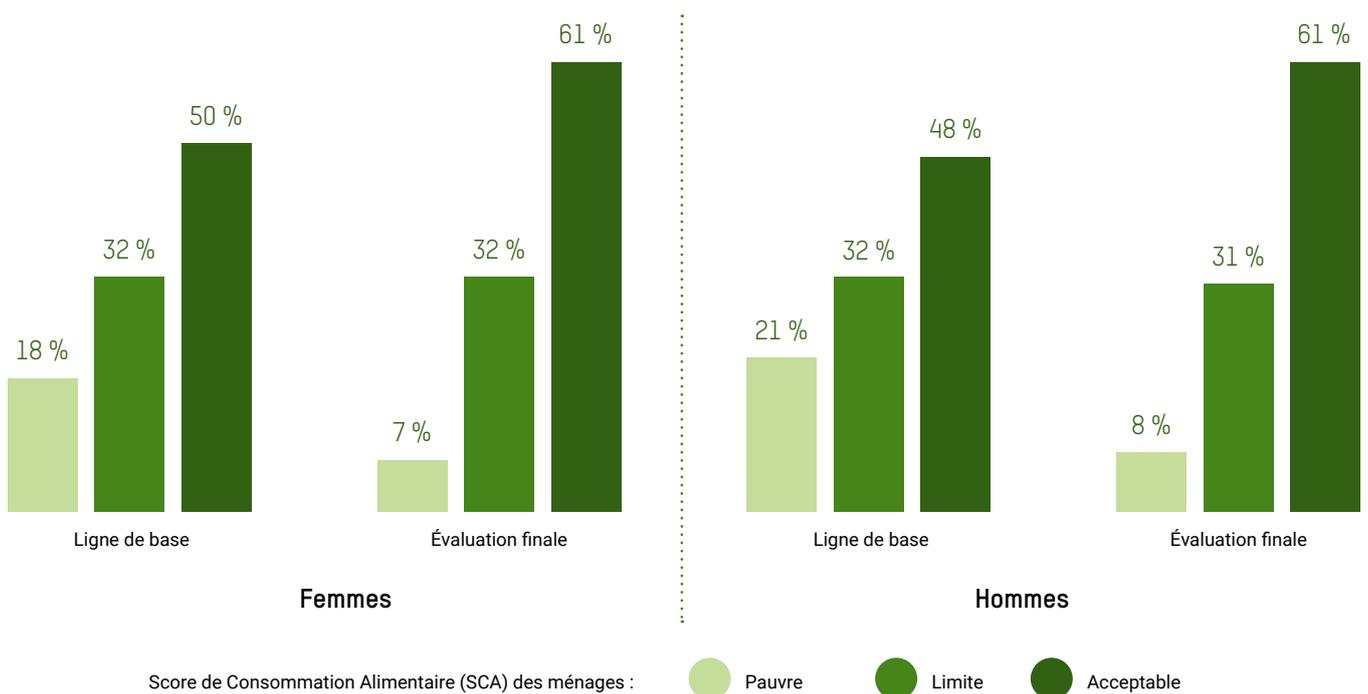


Syrie : Famille à Hatla, Deir Ez-Zor, et personnel d'Oxfam discutant de l'amélioration des rendements agricoles grâce à l'aide en espèces et sous forme de bons et à la remise en état des systèmes d'irrigation.
Photo : Oxfam Syrie



Au Mali, de nombreuses stratégies ont été mises en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire des personnes avec lesquelles travaille Oxfam, telles que le ciblage des ménages dirigés par une femme, le maraîchage collectif, les modalités de paiement en espèces et l'appui aux groupes Épargne pour le Changement (EPC). EPC est l'approche mise en place par Oxfam pour promouvoir le microcrédit auprès des membres des groupes de maraîchage, tiré des profits de la récolte et de la vente de légumes. Elle a aidé à renforcer l'autonomie économique de certaines de femmes dans le cercle de Bourem, une région dans le nord du Mali très affectée par les effets des changements climatiques. L'étude finale signale les effets positifs qu'ont eus les activités de programme sur les indicateurs de sécurité alimentaire. Comme nous l'avons vu dans la section 2, le rCSI moyen était de 2 pour les femmes et de 3 pour les hommes à la fin, contre respectivement 18,78 et 18,77 au moment de l'étude initiale. Les scores de consommation alimentaire pour les hommes et les femmes entre les enquêtes initiale et finale ont eux aussi connu une amélioration considérable. Le score de consommation alimentaire acceptable a augmenté à la fois pour les femmes (passant de 50 % à 61 %) et pour les hommes (passant de 48 % à 61 %), tandis que le score de consommation alimentaire pauvre a considérablement baissé dans les deux groupes, passant de 18 % à 7 % chez les femmes et de 21 % à 8 % chez les hommes. Il convient toutefois de reconnaître que les données probantes sur l'autonomisation économique des femmes ne sont pas analysées de manière systématique et sont principalement fondées sur les témoignages des groupes de discussion et sur un atelier final d'apprentissage avec les partenaires et autorités locales (voir la [section 4.3](#)).

Figure 5: Évolution des scores de consommation alimentaire des hommes et des femmes (source : rapport final Mali)





Burkina Faso : Agricultrices triant leur production d'oignons dans leur jardin maraîcher de Yatenga.
Photo : Nassouri Yacouba

Au **Burkina Faso**, le programme a mis en œuvre plusieurs stratégies, dont des jardins maraîchers collectifs et une aide aux AGR collectives et individuelles. Aucun CSI/SCA général n'a été calculé lors de l'évaluation finale du programme, mais les données suggèrent que le programme a apporté une contribution générale positive à la réduction de l'ampleur de la crise alimentaire et de la malnutrition. Selon 98,73 % des répondants finaux, la distribution des intrants agricoles et des rations alimentaires a joué un rôle décisif dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Seuls 1,27 % des répondants ont indiqué que le programme n'avait pas aidé à réduire l'ampleur de la crise alimentaire et de la malnutrition. Selon eux, les différentes dotations et le soutien fourni par le programme n'étaient pas suffisants pour apporter des changements significatifs. Malgré les efforts du programme pour renforcer la résilience des personnes avec lesquelles nous travaillons, leurs conditions de vie demeurent fragiles, principalement en raison de la courte durée du programme.

Outre l'évaluation finale du programme, une étude spécifique a été réalisée pour mieux comprendre les effets, les facteurs propices et les obstacles à l'appui à l'autonomisation économique des femmes par le biais d'AGR telles que le petit commerce, l'artisanat, la transformation des produits agroforestiers, l'élevage bovin et le maraîchage. La plupart des femmes avec lesquelles nous avons travaillé au sein du programme (72 %) ont pratiqué des AGR individuelles, 25 % dans un groupe constitué d'autres femmes et 3 % individuellement et dans au moins un groupe. Les AGR ont été financées par le programme en collaboration avec des services de vulgarisation locaux (qui ont fourni un renforcement des capacités et un suivi), des institutions de microfinance (principalement la caisse populaire) ou des membres de la famille des femmes concernées. Des financements ont été fournis au cas par cas, avec la contribution de la femme concernée ou d'un groupe de femmes.

Les résultats de l'étude indiquent que les AGR sont une source de revenus pour les femmes et concourent à l'amélioration de leurs conditions de vie, à leur contribution aux dépenses du ménage (aliments, soins médicaux, éducation des enfants, habillement, etc.), à la sécurité alimentaire des bénéficiaires et de leurs ménages (score

de consommation amélioré/acceptable), tout en renforçant l'autonomie des femmes. Au total, 40 % des femmes ayant répondu à l'enquête ont pu contribuer à 50 % des dépenses du ménage. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, 7 % des femmes présentent une consommation alimentaire pauvre, contre 23 % au début du programme (score de consommation inférieur ou égal à 21), 25 % ont une consommation alimentaire limitée, et 68 % ont une consommation alimentaire acceptable.

Les AGR collectives semblent être plus performantes car elles cultivent la solidarité entre femmes, permettant à ces dernières de partager leurs expériences en tant que femmes, mais n'entraînent pas de changements significatifs dans leurs conditions de vie et celles de leurs ménages. Si le fait d'encourager l'inclusion des femmes dans les coopératives contribue à la cohésion sociale dans les contextes fragiles, les AGR peuvent aussi être une source de conflit au sein des ménages, les femmes n'ayant plus assez de temps pour s'adonner aux tâches domestiques et de soin. Les programmes d'alphabétisation ont été identifiés comme un facteur contributif important pour la réussite des AGR. Des obstacles importants demeurent toutefois, comme la capacité limitée des femmes à utiliser des technologies numériques pour promouvoir leurs produits, améliorer leur visibilité et accéder à des opportunités commerciales. Par ailleurs, le caractère saisonnier des matières premières et l'augmentation brutale des prix, de même que les niveaux d'insécurité élevés, constituent une menace pour la durabilité des AGR. L'insécurité a conduit à la clôture de certains marchés et empêche les trajets longue distance à la recherche de matières premières, ce qui entraîne des coûts supplémentaires et perturbe la production.

Le programme a appuyé différentes approches d'autonomisation économique des femmes dans des contextes fragiles et affectés par un conflit. L'approche « ne pas nuire » suppose de comprendre l'impact de l'aide sur les conflits existants et ses interactions dans un contexte particulier, dans le but de limiter ou de prévenir les effets négatifs indésirables. Le principe « ne pas nuire » nous incite à effectuer une analyse approfondie des contextes dans lesquels nous travaillons et à chercher à mieux les comprendre, afin de nous assurer que nos actions n'exacerbent pas par mégarde le conflit en question.

Tout au long de ce programme, certaines bonnes pratiques, présentées ci-dessous, ont été identifiées et partagées pendant une session d'apprentissage en ligne avec du personnel et des partenaires dans les six pays :

1

La mise en application d'une analyse contextuelle sensible aux conflits permet d'identifier systématiquement les risques et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation.

Au Burkina Faso, l'analyse contextuelle a identifié des conflits communautaires liés aux mécanismes de gestion de la terre et de la communauté. Le programme a instauré un dialogue social pour faciliter l'utilisation durable des terres par les femmes. Les négociations avec les autorités coutumières et traditionnelles et les communautés locales ont permis aux femmes d'acquiescer des terres pour installer un jardin maraîcher. Ceci a conduit à la mise en place d'actes de cession ou de transfert de terres au niveau communautaire en vue de l'utilisation durable des potagers, sous la direction des autorités locales. Le programme a par ailleurs réalisé une analyse de la distribution d'espèces aux bénéficiaires, ce qui a permis aux membres de l'équipe de repérer les risques et de réfléchir à des mesures d'atténuation. L'une de ces mesures d'adaptation a conduit à des échanges avec les autorités administratives pour aborder la question des mesures d'interdiction de la distribution d'espèces monétaires. Enfin, l'analyse a permis d'identifier certaines manifestations sociales et leur incompatibilité avec le planning des activités. Toutes les activités, y compris celles liées aux AGR, sont désormais organisées en dehors des manifestations communautaires (telles que les enterrements ou les jours de marché) pour éviter de heurter les sensibilités de la communauté.

En Syrie, l'équipe d'Oxfam a reçu une formation pour identifier et atténuer les risques liés au genre. Parmi les importantes mesures d'atténuation visant à réduire la violence basée sur le genre, citons l'appui prioritaire aux femmes enceintes et allaitantes avec la création de zones d'attente séparées, et la sensibilisation au genre pour atténuer les risques aux points de distribution. Au Mali, les équipes comptaient sur les communautés pour obtenir des informations destinées à la fois à actualiser les stratégies pour s'adapter au contexte et à réduire le risque d'appropriation par des groupes armés.

2

Plusieurs bonnes pratiques pour un ciblage inclusif et transparent ont été identifiées.

Au Burkina Faso, les populations hôtes et les personnes déplacées ont participé au processus de ciblage fondé sur des critères objectifs, la sélection transparente des bénéficiaires des AGR et la mise en place d'un comité de redevabilité représentatif. Pour réduire les risques liés au ciblage qui peuvent conduire à un conflit (par l'exclusion ou l'inclusion), l'équipe de programme au Mali a utilisé une approche communautaire, vérifiée par l'approche de l'économie du ménage (HEA), pour identifier les personnes avec lesquelles nous travaillons. Cela a permis aux services techniques, aux autorités locales et aux communautés de participer au processus de ciblage en mettant en place des comités de sélection et de réclamation pour représenter tous les niveaux socioéconomiques. La diffusion et la sensibilisation aux critères de ciblage ont permis aux communautés de mieux comprendre le processus de ciblage. La transparence des activités de ciblage a également été possible grâce à la mise en place et à la distribution d'un numéro de téléphone gratuit. La validation et le partage des listes lors d'une réunion générale ont permis aux personnes avec lesquelles nous travaillons de tester la fiabilité des listes finales.

3

L'approche « ne pas nuire » doit inclure des mécanismes de redevabilité et de retour d'information solides et inclusifs.

En Syrie, un mécanisme communautaire de réponse et de retour d'information a été mis en place, avec la participation active de la communauté pour promouvoir l'inclusivité. Ce mécanisme est soigneusement documenté et contrôlé par l'équipe de suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage, qui stocke les dossiers en toute sécurité sur une plateforme en ligne à laquelle elle a un accès exclusif. Des réunions communautaires consultatives et des processus de retour d'information continu garantissent le respect des droits de participation. L'efficacité de ces mesures est démontrée par les retours d'information documentés de la communauté et par l'engagement continu des parties prenantes, ce qui empêche la discrimination et l'exclusion.

Au Burkina Faso, des comités de retour d'information et de réclamation ont été établis dans toutes les municipalités. Par ailleurs, toutes les parties prenantes (services de vulgarisation, autorités traditionnelles et religieuses, personnes avec lesquelles nous travaillons, administration, etc.) ont été mobilisées dans le processus de mise en œuvre, suivi par des réunions de redevabilité communautaires. Celles-ci ont permis à l'équipe de recueillir les commentaires des parties prenantes pour apporter des corrections à la mise en œuvre des activités.

4.3 Recommandations

1

Mettre en œuvre des interventions à long terme et multidimensionnelles axées sur la durabilité :

- Les femmes qui passent de l'autosubsistance à la génération de revenus et qui contribuent à la sécurité alimentaire du ménage sont vulnérables aux chocs. Combiner différents types d'activités (jardins maraîchers, groupes d'épargne, AGR, transferts d'espèces) pour éviter que ces chocs n'affectent leurs moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages.
- Réduire les obstacles financiers et faciliter l'accès des femmes aux services financiers pour les aider à investir dans leurs activités économiques. Cela peut prendre la forme de services formels et informels, comme l'appui à la création de groupes communautaires d'épargne et de crédit ou la distribution de subventions de démarrage.
- Fournir des programmes de formation axés sur le renforcement des compétences dans des domaines comme l'entrepreneuriat, l'alphabétisation financière, la commercialisation numérique, les techniques agricoles modernes et l'ajout de valeur. Ces compétences aident les femmes à envisager de nouvelles opportunités et à gérer leurs ressources plus efficacement.
- Travailler en partenariat avec d'autres acteurs œuvrant pour l'autonomisation économique des femmes ou d'autres domaines connexes (services de vulgarisation, autres ONG, organisations paysannes, institutions financières, secteur privé), en se fixant pour objectif qu'ils soient en mesure ou désireux de soutenir les AGR des femmes, en particulier après la fin du ou des projets.
- Fournir un soutien à la chaîne de valeur tout entière dans laquelle interviennent les femmes de façon à éviter, par exemple, les interruptions de production dues à des pénuries de matières premières.
- Travailler sur l'accès des femmes aux marchés et encourager la mise en place de marchés tenant compte de la dimension de genre (p. ex., services de garde d'enfants, toilettes séparées, etc.).
- Intégrer la cohésion sociale dans les stratégies de mise en œuvre des programmes. En ce qui concerne l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des communautés dans les zones affectées par des conflits, une situation stable est nécessaire pour les activités agricoles (ou d'élevage, etc.). L'intégration d'initiatives communautaires de consolidation de la paix avec des interventions sur les moyens de subsistance doit donc être envisagée.
- Garantir l'accès à des sources d'eau fiables pour permettre aux femmes de cultiver des végétaux toute l'année, améliorant ainsi leur sécurité alimentaire et la stabilité de leurs revenus. Veiller au maintien de la durabilité par l'introduction et le maintien de systèmes d'irrigation à énergie solaire pour appuyer la productivité agricole, en particulier pendant la saison sèche.

2

Veiller à ce que les approches soient adaptées aux besoins spécifiques des femmes :

- Mettre en œuvre des interventions ciblées pour encourager et aider les groupes de femmes marginalisées à participer à des formations et à adopter de nouvelles pratiques, afin de garantir qu'elles ne soient pas laissées pour compte par le processus d'innovation et de développement.
- Veiller à ce que les femmes participent activement aux processus décisionnels à tous les niveaux, de la planification communautaire à l'élaboration de politiques. Cela favorise l'égalité de genre et garantit que les initiatives soient adaptées à leurs besoins spécifiques.
- Reconnaître que le travail avec les collectifs et les groupes de femmes, ou que l'appui aux pratiques économiques individuelles présenteront des avantages et inconvénients spécifiques en fonction du contexte, des souhaits des communautés et des besoins uniques de chacun. Il convient donc de ne pas définir une approche spécifique en amont, celle-ci ne pouvant être définie qu'après analyse approfondie du contexte.
- Sensibiliser et informer les époux et les autres membres de la famille des personnes avec lesquelles nous travaillons au sein des projets sur les avantages de leurs activités.
- Reconnaître l'importance pour les AGR d'être contextualisées et de convenir aux femmes (compte tenu des normes de genre et des restrictions sociales/de mobilité genrées auxquelles elles se heurtent) et prévoir la possibilité de promouvoir des types d'AGR moins traditionnels pour les femmes (p. ex., non basés à domicile, comportant davantage d'options de revenus plus élevés, emploi formel, etc.).

3

Garantir une approche « ne pas nuire » :

- Procéder à une analyse systématique des risques qui soit sensible aux conflits et tienne compte de la dimension de genre, et la rendre opérationnelle.
- Veiller à ce que les questions liées à la violence basée sur le genre soient systématiquement traitées, et que la pauvreté en temps des femmes ne soit pas accrue par mégarde par les activités du programme.
- Garantir des pratiques de ciblage inclusives et transparentes, et inclure les leaders communautaires, pour éviter que l'exclusion ou l'inclusion ne provoquent un conflit.
- Veiller à ce que les mécanismes de retour d'information et de redevabilité soient robustes et inclusifs. Intégrer les mécanismes communautaires de réclamation et s'assurer qu'ils soient gratuits et accessibles. Organiser des réunions d'information avec les parties prenantes locales et membres de la communauté.

4

Investir dans l'apprentissage et le suivi-évaluation, la redevabilité et l'apprentissage :

- S'accorder de manière inclusive sur les questions d'apprentissage dès le début du projet ou du programme, en s'assurant qu'elles aient une pertinence pour les partenaires et le personnel, ainsi que pour les communautés concernées.
- Prévoir suffisamment de ressources consacrées au suivi-évaluation, à la redevabilité et à l'apprentissage au niveau national, mais aussi au niveau d'autres organes internationaux pertinents d'Oxfam (comme Oxfam en Afrique).
- Veiller à ce que des études d'impact soient réalisées après la fin du programme. Six mois après la fin du programme, réaliser une étude de suivi pour mesurer l'impact sur les revenus supplémentaires des femmes et sur leur pouvoir de leadership et de décision au sein du ménage et de la communauté.
- Garantir dès le début la cohérence entre la ligne de base, de fin et les domaines d'apprentissage dans le système de suivi-évaluation, de redevabilité et d'apprentissage du programme.



Ouganda : Le groupe d'épargne des exploitants agricoles Piranym présente des outils GALS à l'occasion d'une formation, à Zombo, Nil occidental.
Photo : Joseph Okwerowun

4.4 Témoignages de Syrie

Fatima, 27 ans, vit à Huwayja Al-Bilal, Hatla, dans le gouvernorat de Deir Ez-Zor. Elle partage son domicile avec son mari, leurs six enfants et la famille de son mari, dont sa belle-mère handicapée. La famille possède une parcelle qui s'étend sur trois dunums¹⁵, auparavant leur principale source de revenus. Si elle gère une grande famille et prend soin de sa belle-mère, Fatima contribue aussi considérablement aux activités foncières et agricoles de sa famille. Sa journée commence tôt. Fatima s'acquitte de diverses responsabilités ménagères, dont des tâches domestiques et les soins à ses enfants, puis commence à travailler sur l'exploitation aux côtés de son mari. Fatima laboure la terre, et son mari achète les semences et les fournitures. Ils travaillent ensemble pour fertiliser et arroser les cultures. Le coût élevé des engrais et de l'irrigation limitent cependant leur capacité à exploiter la totalité de la parcelle et à produire un revenu stable.

En 2024, Fatima a participé au programme d'aide à l'agriculture à Hatla. La subvention perçue par Fatima, à laquelle se sont ajoutées des formations complémentaires sur les pratiques efficaces d'irrigation et d'agriculture, l'a aidée à réparer ses équipements agricoles, à acheter des semences, des engrais et une pompe à eau, ainsi qu'à rembourser plusieurs dettes alimentaires et agricoles. Cette subvention et les activités complémentaires ont transformé son exploitation, augmenté les revenus de son ménage et permis de stocker les cultures récoltées pour l'hiver, garantissant ainsi la sécurité alimentaire de sa famille et réduisant leur charge financière. Ils cultivent désormais une plus grande variété de légumes (dont des aubergines, des tomates et des poivrons), à la fois destinés à la consommation de la famille et à la vente sur le marché d'Hatla (environ 500 kg). Fatima prévoit de développer ses activités agricoles et d'investir dans un système d'irrigation solaire.



Les terres se sont parées de vert cette année, grâce à l'aide à l'irrigation et à la distribution d'espèces pour l'agriculture. Je ne pensais jamais voir mes champs si luxuriants.

Fatima – Huwayja Al-Bilal, Hatla, Deir Ez-Zor (juillet 2024)



Syrie : Fatima Huwayja Al-Bilal dans son jardin, qui prospère grâce à l'irrigation et à l'aide en espèces et sous forme de bons destinés aux activités agricoles, à Hatla, Deir Ez-Zor.
Photo : Oxfam Syrie

Muna, 33 ans, 5 enfants, vit avec sa famille à Hatla, dans le gouvernorat de Deir Ez-Zor. Leurs revenus et leur capacité à s'alimenter dépendent de leur exploitation de quatre dunums¹⁶. Muna cultive du coton sur deux dunums et des légumes de saison sur le reste de ses terres, qui lui fournissent des produits frais toute l'année. Toutefois, un endommagement des systèmes d'irrigation et des groupes de pompage ont causé une baisse de l'approvisionnement en eau, ce qui a eu des conséquences sévères sur la production végétale de Muna et la quantité et la qualité de ses récoltes.

Les subventions d'aide à l'agriculture d'Oxfam à Hatla, financées par le Norad, ont aidé Muna à acheter des fournitures, telles que des semences de meilleure qualité, des engrais organiques et des outils de réparation, et à améliorer le système d'irrigation de son exploitation. Associée aux sessions de formation offertes sur les pratiques efficaces d'irrigation et d'agriculture, cette subvention a amélioré l'efficacité de Muna en matière de plantation, de désherbage et de récolte, ce qui lui a permis de produire des récoltes plus nombreuses, plus importantes et de meilleure qualité, tout en améliorant les revenus et l'accès à l'alimentation de sa famille. Le volume de ses cultures est passé de deux à quatre dounams, ce qui a conduit à une hausse de 230 % de ses revenus (de 1 000 000 de SYP, soit environ 70 USD, de revenus saisonniers, elle est passée à 3 300 000 SYP, soit près de 230 USD) et à une amélioration considérable de sa sécurité alimentaire et de celle de sa famille (un SCA acceptable de 81 % a été mesuré après la clôture du programme). Muna espère que d'autres projets continueront d'aider ses pairs. Elle prévoit de diversifier ses cultures et d'investir dans une irrigation solaire pour améliorer encore davantage la productivité de son exploitation.

En Syrie, le programme a assuré l'autonomisation économique de ses participant·es grâce à un appui financier et à l'amélioration de l'infrastructure agricole.

Au total, 43 % des femmes sont devenues les principales pourvoyeuses de leur ménage ou ont activement participé à la génération de revenus et à la prise de décisions pour leurs familles, y compris :

9 % des femmes ont indiqué être devenues les principales pourvoyeuses et décideuses pour leur famille concernant l'utilisation de la subvention.



34 % des femmes ont indiqué contribuer aux revenus du ménage et participer à la prise de décision.

Ces chiffres mettent en évidence le rôle joué par le programme dans l'autonomisation économique des femmes, en particulier pour les ménages dirigés par une femme.

De plus, en satisfaisant les besoins de base et en améliorant les conditions de vie, le programme a contribué à la stabilité sociale et réduit ainsi le risque de déplacement et d'émigration. La disponibilité de pain subventionné dans des boulangeries remises en état a garanti un accès constant à des denrées de base, réduisant l'insécurité alimentaire des ménages et garantissant ainsi un sentiment de sécurité au sein des communautés.

Globalement, l'approche multidimensionnelle adoptée par le programme a eu un impact positif sur les ménages en améliorant la sécurité alimentaire, les possibilités économiques et la cohésion sociale, conduisant ainsi à une société plus résiliente et autosuffisante.

Annexe 1: Questionnaire CSI adapté, comprenant des questions au niveau individuel

Indice des stratégies de survie

Au cours des 7 derniers jours, s'il vous est arrivé de ne pas avoir assez de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture, à quelle fréquence votre ménage a-t-il dû :

STRATÉGIE D'ADAPTATION : (Exemple de mécanisme d'adaptation, adaptez-les à votre contexte national)	a. Fréquence	b. Degré de gravité (1-4)	c. Total (=fréquence x gravité)	d. Quels membres de votre ménage adoptent ce mécanisme d'adaptation ? Si cela concerne tous les membres du ménage, indiquez « tous ».	
				Sexe	Groupe d'âge (moins de 5 ans 5-14 ans 15-24 ans 25-59 ans 60 ans et plus)
Dépendre d'aliments moins appréciés et moins coûteux		1			
Emprunter des aliments, ou dépendre de l'aide d'un(e) ami(e) ou d'un(e) proche		2			
Acheter des aliments à crédit		2			
Cueillir des aliments sauvages, chasser ou récolter des cultures qui ne sont pas arrivées à maturation		4			
Consommer les stocks de semences conservés pour la campagne suivante		3			
Envoyer les membres de votre ménage manger ailleurs		2			
Rationner l'argent dont vous disposez pour acheter et préparer des aliments		3			
Limiter la taille des portions pendant les repas		1		Précisez le sexe du ou des membres de la famille concernés	Précisez le groupe d'âge du ou des membres de la famille concernés
Limiter la consommation par les adultes pour permettre aux jeunes enfants de manger		2		Précisez le sexe du ou des membres de la famille concernés	Précisez le groupe d'âge du ou des membres de la famille concernés
Nourrir les membres qui travaillent aux dépens des autres		2		Précisez le sexe du ou des membres de la famille concernés	Précisez le groupe d'âge du ou des membres de la famille concernés
Réduire le nombre de repas consommés par jour		2		Précisez le sexe du ou des membres de la famille concernés	Précisez le groupe d'âge du ou des membres de la famille concernés
Sauter des journées entières sans manger		4		Précisez le sexe du ou des membres de la famille concernés	Précisez le groupe d'âge du ou des membres de la famille concernés
SCORE TOTAL DU MÉNAGE					

Annexe 2: Synthèse des données utilisées pour l'analyse

Mesure de l'égalité de genre et de la sécurité alimentaire :

- Évaluations initiales, à mi-parcours et finales (Mali, Ouganda, Soudan du Sud, Syrie)
 - Africa Research and Data Ltd. (octobre 2024). End of project evaluation & learning Norad project. [Kenya]
 - D.D Conseils (août 2024). Évaluation endline du projet Norad dans la région de Gao, cercle de Bourem, communes de Bamba, Bourem et Temera. [Mali]
 - Oxfam Soudan du Sud (juillet 2024). Combatting Food Insecurity Project in Akobo East and Nyirol Counties. Rapport d'enquête de fin de projet.
 - Oxfam Ouganda (octobre 2024). Norad Combatting Food Insecurity (CFI) Project. Rapport d'évaluation finale.
 - Oxfam Syrie (juillet 2024). Baseline and endline study for the project entitled "Combatting food insecurity among the most vulnerable groups in six countries", Norad funded project.
- CFI – Atelier d'apprentissage Norad : Composante 1. Données sexospécifiques/intraménages sur la sécurité alimentaire – 23 juillet 2024.
- Collecte de données IPC, Oxfam Soudan du Sud, août 2024.
- Évaluation Finale du Projet réponse humanitaire multisectorielles (Eau, Assainissement et hygiène, sécurité Alimentaire et Protection) aux crises humanitaires en Afrique Occidentale, centrale et orientale, mars 2024. <https://oxfam.box.com/s/eayitm9htogrmimtw6hyesma7oua2h5p>
- CFI – Discussion du Norad sur les alternatives aux données sexospécifiques/intraménages sur la sécurité alimentaire en Syrie – 2 février 2024.

Approches transformatrices en matière de genre et sécurité alimentaire :

- CFI – Atelier d'apprentissage Norad : Composante 2 Approches transformatrices en matière de genre et sécurité alimentaire – 23 juillet 2024.
- CFI – Entretien avec l'YSAT, l'IFRAD, l'AFCE, le personnel d'Oxfam Ouganda, 24 mai 2024
- CFI – Entretien avec Oxfam PACIDA, personnel du Kenya, 22 mai 2024
- CFI – Entretien avec Oxfam CIDO, personnel du Soudan du Sud, 24 mai 2024
- CFI – Entretien avec John Bosco Okaya, personnel du CEFORD et champion du GALS, 18 août 2024
- CFI – Entretien avec Joel Dengel, personnel d'Oxfam Ouganda et champion du GALS, 22 août 2024
- CFI – Entretiens avec Kia Rachiel et Bala Simon de Rhino Camp, champions du GALS, 16 août 2024
- Oxfam (décembre 2019). Gender@theheart. A compendium of 3 approaches.
- Oxfam Soudan du Sud (2023). GALS session monitoring follow up report. Asdi.
- Oxfam Soudan du Sud (2024). Gender analysis, Gender & food security report (GALS monitoring in Awerial and Wulu counties)

- Devscapes Consulting Limited (février 2024). A report on the gender analysis assessment for the PACIDA- Norad project in North Horr and Saku sub-counties in Marsabit country, Kenya.
- Oxfam Ouganda (juillet 2024). GALs Learning Documentation Report
- Oxfam Soudan du Sud (2024). Combatting Food Insecurity Project in Akobo East and Nyirol Counties. Rapport d'enquête de fin de projet.
- Oxfam Ouganda (2024). Norad Combatting Food Insecurity (CFI) Project. Rapport d'évaluation finale.
- Africa Research and Data Ltd. (octobre 2024). End of project evaluation & learning Norad project. [Kenya]
- Oxfam. [Imagining the future. The GALs methodology for livelihoods and gender justice](#)

L'autonomisation économique des femmes en contexte volatil :

- CFI – Atelier d'apprentissage Norad : Composante 3 soutenant l'autonomisation économique des femmes en contexte incertain – 24 juillet 2024.
- D.D Conseils (août 2024). Évaluation endline du projet Norad dans la région de Gao, cercle de Bourem, communes de Bamba, Bourem et Temera. [Mali]
- Expertise Grain de Sénévé (août 2024). Rapport de l'évaluation finale : projet « Lutte contre l'insécurité alimentaire chez les personnes les plus vulnérables dans six pays ». [Burkina Faso]
- Oxfam Syrie (juillet 2024). Baseline and endline study for the project entitled "Combatting food insecurity among the most vulnerable groups in six countries", Norad funded project.
- Oxfam Burkina Faso (2024). Rapport de l'évaluation des activités génératrices de revenu du projet « Lutte contre l'insécurité alimentaire chez les personnes les plus vulnérables dans six pays » (Norad).
- Oxfam Burkina Faso (juin 2024). Rapport de l'atelier bilan des activités, projet « Lutte contre l'insécurité alimentaire chez les personnes les plus vulnérables dans six pays » (Norad).
- Oxfam Syrie (juillet 2024). After Action Review Report. Project title: "Combating food insecurity among the most vulnerable groups in six countries." Projet financé par le Norad.
- Oxfam Mali (2024). Rapport de l'atelier d'apprentissage, de capitalisation, de rédaction des bonnes pratiques, des leçons apprises et des cas de succès.

Notes

1	Oxfam. (2019). Inégalités de genre et insécurité alimentaire . Oxfam International. Extrait de : https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2019/07/French_Women_Food_Insecurity_Report_WEB.pdf
2	CARE. (2022). Sécurité alimentaire et égalité des sexes : Une symphonie synergique peu étudiée . CARE. Extrait de : https://careevaluations.org/wp-content/uploads/FRENCHFINAL-Version-Food-Security-and-Gender-Equality-fr.pdf
3	CARE. (2020). Left Out and Left Behind . CARE Policy Report. Extrait de : Invisible Women and Girls Hunger Report (care.org)
4	CARE. (2021). Don't Leave Them Behind: Global Food Policies Continue to Fail Women . CARE. Extrait de : Care_ForGood_Proposal_Template.indd (careevaluations.org)
5	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. (2024). Gender-sensitive IPC Food Security analysis. Manuel de l'IPC . Extrait de : Gender-sensitive IPC Food Security analysis IPC - Integrated Food Security Phase Classification (ipcinform.org)
6	Oxfam. (2019). Inégalités de genre et insécurité alimentaire . Oxfam International. Extrait de : https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2019/07/French_Women_Food_Insecurity_Report_WEB.pdf
7	CARE. (2022). Sécurité alimentaire et égalité des sexes : Une symphonie synergique peu étudiée . CARE. Extrait de : https://careevaluations.org/wp-content/uploads/FRENCHFINAL-Version-Food-Security-and-Gender-Equality-fr.pdf
8	Oxfam (2023). Livelihoods and Food Security in Oxfam's Gender Analyses (nov. 2023). Extrait de: https://oxfam.box.com/s/ltd27aoto46fodpz7g639v1ojgd42l54 (non publié)
9	D.D. Conseils. Mars 2023
10	Oxfam Soudan du Sud. Août 2024
11	Oxfam Soudan du Sud (2024). Gender analysis, Gender & food security rapport
12	Oxfam Soudan du Sud (2024). Gender analysis, Gender & food security rapport
13	Des évaluations destinées à mesurer l'impact seront réalisées à la fin de la campagne agricole, d'ici la fin de l'année 2024.
14	Saving for Change (SFC) est un programme innovant d'épargne communautaire créé par Oxfam Amérique.
15	Trois dunums équivalent à 3 000 mètres carrés.
16	Quatre dunums équivalent à 4 000 mètres carrés.
17	Oxfam (2021). Transforming gender inequalities: Practical guidance for achieving gender transformation in resilient development . Extrait de : https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621183/gd-transforming-gender-inequalities-160421-en.pdf?sequence=1
18	UNFPA (2021). Thematic Note – Gender responsive and/or transformative approaches . Extrait de : https://www.unfpa.org/sites/default/files/admin-resource/thematic%20note%201_gender_final.pdf
19	Oxfam (2021). Transforming gender inequalities: Practical guidance for achieving gender transformation in resilient development . Extrait de : https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621183/gd-transforming-gender-inequalities-160421-en.pdf?sequence=1
20	Oxfam Soudan du Sud (2024). Gender analysis. Gender & food security report .

Remerciements

Ce rapport, élaboré par Oxfam Danemark et Oxfam Belgique, a été publié par Oxfam Danemark en novembre 2024.

Ses auteurs et autrices souhaitent remercier l'IFRAD, l'YSAT, l'AFCE, le CIDO, PACIDA, le DEVSO, l'AAAE, Stop Sahel, les équipes de pays d'Oxfam : Burkina Faso, Kenya, Mali, Ouganda, Soudan du Sud et Syrie, l'équipe humanitaire mondiale d'Oxfam et Oxfam en Afrique, et les champions du GALS : John Bosco Okaya, Ajo Molly, Kia Rachiel et Bala Simon.

Traduit de l'anglais par Angeline Hadman pour Ibex Ideas Limited.

Contact

Pour plus d'informations sur le programme, veuillez contacter :

Ellen Eide, Conseillère principale en matière d'aide humanitaire et de sécurité alimentaire, Oxfam Danemark, Ele@oxfam.dk

Etienne Godts, Chef d'unité – Systèmes alimentaires durables, Oxfam Belgique, Etienne.Godts@oxfam.org

Marieke Kruis, Conseillère thématique – Systèmes alimentaires durables, Oxfam Belgique, Marieke.Kruis@oxfam.org

Photo de couverture :

Kenya : Illo Guyo du groupe de femmes pastorales Elbesso traite sa chèvre Galla dans le cadre du programme visant à restaurer les moyens de subsistance touchés par la sécheresse à Marsabit.

Photo : Misheck Macharia





OXFAM